Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 3 février 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°822 ■

PÉTROLE

Le Brent à 66,23 dollars le baril

P 16

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE GARA DJEBILET–TINDOUF–BÉCHAR

Une réalisation stratégique et historique

La concrétisation de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet–Tindouf–Béchar constitue une étape majeure dans la stratégie nationale de développement et de valorisation des ressources minières de l'Algérie. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué cet exploit national, réalisé dans un délai record grâce à la conjugaison de la compétence, de la volonté et du savoir-faire algériens. P 3

Le Premier ministre supervise à Oran l'arrivée du minerai de fer de Gara Djebilet

CONSOMMATION DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

L'importance d'adopter une approche rationnelle soulignée

Lors d'une conférence scientifique organisée par le Haut conseil islamique sous le thème « La rationalisation de la consommation pendant le mois de Ramadhan à la lumière des enseignements de l'Islam », la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif , a souligné l'importance d'adopter une approche rationnelle en matière de consommation durant le mois de Ramadhan, période traditionnellement marquée par une demande accrue en produits alimentaires et biens de consommation.

P 2

NESDA

Vers la révision du plafond de financement

La révision du plafond de financement des micro-entreprises soutenues par la NESDA s'impose aujourd'hui comme l'un des chantiers prioritaires de la réforme du dispositif d'aide aux porteurs de projets. Sous l'impulsion de cette institution, l'écosystème entrepreneurial national s'apprête à franchir un nouveau palier, visant à optimiser la viabilité des investissements et à accroître leur impact économique

P 5

ACCOMPAGNEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les efforts de l'Algérie salués

Le directeur du bureau extérieur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie, Othmane Ahmed Mohamed Salek, a salué, dimanche à Jijel, les efforts de l'Algérie en matière de soutien et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises (PME).

P 2

AVEC LA PARTICIPATION DE 100 EXPOSANTS

Ouverture du 15e Salon d'ERA à Oran P 2

GARA DJEBILET

Un modèle algérien d'industrialisation durable et souveraine P 3

TIZI-OUZOU

Le barrage de Sidi Khelifa affiche un taux d'avancement de plus de 40% P 5

ACCOMPAGNEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les efforts de l'Algérie salués

Le directeur du bureau extérieur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie, Othmane Ahmed Mohamed Salek, a salué, dimanche à Jijel, les efforts de l'Algérie en matière de soutien et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises (PME). Intervenant lors de l'ouverture d'une journée d'étude sur "L'importance de l'accompagnement pour renforcer la qualité et l'innovation dans les PME", organisée à l'Institut national du tourisme et de l'hôtellerie de Jijel par le Conseil national de concertation pour le développement des PME (CNCDPME), le directeur du bureau extérieur de l'OMPI a souligné "le rôle important et les efforts de l'Algérie dans le soutien et l'accompagnement des PME", ajoutant que l'Algérie "a mis en place des mécanismes diversifiés pour accompagner ce type d'entreprises et soutenir l'innovation et la créativité, ce qui n'existe pas dans de nombreux pays".
Il a également souligné "l'importance, pour ces entreprises, de protéger leurs produits, leurs innovations ainsi que leur identité à travers ce que l'on qualifie de propriété intellectuelle et ce, afin de se prémunir contre la contrefaçon et de pouvoir accéder aux marchés internationaux en toute aisance". De son côté, le directeur du CNCDPME pour la wilaya de Jijel, Mohamed Bouzekri, a déclaré à l'APS que l'objectif de cette journée d'étude, à laquelle ont participé des artisans et des professionnels exerçant dans les domaines du liège et des huiles médicinales et aromatiques, est de "renforcer l'accompagnement et de permettre l'obtention d'une +Trade Mark+ spécifique à chaque activité, permettant d'effectuer des opérations d'exportation".

CONSOMMATION DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

L'importance d'adopter une approche rationnelle soulignée

Lors d'une conférence scientifique organisée par le Haut conseil islamique sous le thème « La rationalisation de la consommation pendant le mois de Ramadhan à la lumière des enseignements de l'Islam », la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif , a souligné l'importance d'adopter une approche rationnelle en matière de consommation durant le mois de Ramadhan, période traditionnellement marquée par une demande accrue en produits alimentaires et biens de consommation.

Par Zahir Radji

Elle a insisté sur le fait que le Ramadhan, bien qu'étant un moment de partage et de solidarité, ne doit pas se transformer en une période de gaspillage, souvent lié à une consommation excessive. Pour la ministre, une planification efficace et la modération sont essentielles pour éviter les comportements irrationnels.
Mme Abdellatif a alerté sur les conséquences négatives du gaspillage, soulignant qu'il engendre une hausse des prix, perturbe l'équilibre entre l'offre et la demande, et impose des pressions sur les chaînes d'approvisionnement. «Le gaspillage conduit non seulement à une augmentation des prix, mais crée également un déséquilibre dans le marché, ce qui affecte directement le pouvoir d'achat des familles algériennes », a-t-elle précisé. En outre, la ministre a insisté sur la nécessité d'un changement de mentalité pour éviter l'impact négatif de cette dérive sur la stabilité économique et sociale du pays.
Dans son intervention, la ministre a mis en avant la rationalisation de la consommation comme un choix stratégique, non seulement en réponse aux besoins immédiats, mais également dans un cadre de développement durable. « La rationalisation de la consommation est une priorité qui vise à garantir une distribution équitable des ressources, à protéger la capacité d'achat des citoyens et à éviter les dérives économiques telles que la spéculation illégale et les pénuries artificielles », a-t-elle souligné.
La ministre a rappelé que son ministère mène des actions de sensibilisation dans tout le pays, en particulier durant le mois de Ramadan, afin d'encourager les citoyens à adopter un comportement responsable vis-à-vis de leur consommation. À cet égard, elle a mentionné le lancement d'une campagne nationale intitulée : « L'abondance existe… La rationalisation de la consommation est votre choix » et « Ramadan est un mois béni… Ne faisons pas de lui une course au gaspillage », visant à inculquer une culture de consommation plus raisonnée et plus juste.
Mme Abdellatif a également souligné l'importance de l'intégration des principes religieux et des politiques publiques pour promouvoir une consommation raisonnée. Elle a mis en lumière les enseignements de l'Islam, qui encouragent l'équilibre, la modération et le respect des ressources, des valeurs parfaitement compatibles avec les objectifs du gouvernement en matière de régulation du marché.
Elle a insisté sur la nécessité d'une coopération étroite entre les institutions religieuses et l'exécutif pour construire un modèle économique et social qui repose sur des principes de justice, de solidarité et de durabilité. Enfin la ministre a souligné que la rationalisation de la consommation doit devenir un choix collectif, un engagement de tous, pour assurer non seulement la stabilité des familles algériennes, mais aussi la préservation de l'équilibre des marchés et la pérennité des ressources nationales.
Cette démarche vise à soutenir la résilience économique du pays tout en préservant les valeurs fondamentales de modération et de solidarité chères à l'Islam.

GHARDAÏA/FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 4.900 places pédagogiques pour la session de février

Au moins 4.980 places pédagogiques sont offertes par le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya de Ghardaïa pour la session de février 2026, a-t-on appris lundi des responsables locaux du secteur. Ces places se répartissent entre la formation diplômante (2.577) et la formation qualifiante (2.403), a précisé le directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP), Messaoud Bouhadda. Pour la formation diplômante, le secteur a prévu 750 places pour la formation résidentielle, 1.017 pour l'apprentissage, 480 pour la formation passerelle, 150 autres pour les cours du soir, en plus de 180 places offertes par les établissements privés agréés. Concernant la formation qualifiante, les places sont offertes dans les types de formation par cours du soir (230), la formation qualifiante primaire (415), la formation en milieu rural (385), la formation contractuelle (340), la formation de la femme au foyer (420) et des personnes aux besoins spécifiques (13), en plus de celles des pensionnaires des établissements de rééducation (60) et des bénéficiaires de l'allocation chômage (450). L'apport, dans ce cadre, des établissements privés agréés est de 90 places, précise le DFEP. La wilaya de Ghardaïa compte 27 établissements du secteur, dont 18 Centres de formation professionnelle et d'apprentissage, totalisant une capacité de 6.650 places. APS

AVEC LA PARTICIPATION DE 100 EXPOSANTS

Ouverture du 15e Salon d'ERA à Oran

La 15e édition du Salon des Energies Renouvelables, Energies du futur et Développement durable (ERA) a été ouverte, hier au Centre des Conventions d'Oran, avec la participation de 100 exposants.
La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur central HSE du groupe Sonatrach, Abdelkrim Ouamer, en présence de représentants d'institutions, d'entreprises nationales et étrangères, ainsi que d'experts du secteur énergétique. Placée sous le thème du mix énergétique, cette édition met en avant les avancées enregistrées dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et de la décarbonation, a souligné le commissaire du Salon, Mendili Abdelmadjid, ajoutant que ERA constitue un carrefour stratégique favorisant les échanges entre les acteurs économiques et institutionnels, avec pour objectif de promouvoir les partenariats et les contrats de coopération, notamment entre les entreprises privées et les grands groupes nationaux. Le Salon regroupe près d'une centaine de participants représentant des secteurs variés, dont l'énergie, l'industrie, l'électricité, les banques et les assurances, selon le même responsable. De grands groupes énergétiques, à l'instar de Sonatrach et de ses filiales, prennent part à cette édition, ainsi que des entreprises internationales issues des Etats-Unis d'Amérique, d'Italie et de Chine sont également présentes, illustrant l'intérêt croissant pour le marché énergétique algérien. Le secteur des ressources en eau est représenté par des organismes comme ADC, SEAAL, l'ANBT et le groupe Gerhyd, tandis que la recherche scientifique est portée par le CRTSE, le CDER, des universités et des écoles polytechniques. Le programme des conférences, s'étalera sur trois jours et comprendra 19 communications et panels. Les débats porteront sur les aspects techniques liés à l'optimisation des projets, les questions organisationnelles et le cadre légal, ainsi que le partage d'expériences de terrain par les partenaires et opérateurs économiques, avec la participation, notamment, de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG). A travers cette édition, le Salon ERA vise à offrir une plateforme d'échange aux experts et décideurs afin d'identifier les défis du secteur énergétique, de proposer des solutions concrètes et d'accompagner les politiques publiques en matière de transition énergétique en Algérie, tout en sensibilisant la jeune génération aux enjeux du développement durable, soulignent les organisateurs.

R E/APS

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE GARA DJEBILET–TINDOUF–BÉCHAR

Une réalisation stratégique et historique

La concrétisation de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet–Tindouf–Béchar constitue une étape majeure dans la stratégie nationale de développement et de valorisation des ressources minières de l'Algérie. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué cet exploit national, réalisé dans un délai record grâce à la conjugaison de la compétence, de la volonté et du savoir-faire algériens.

Par Selma Rachid

Dans son allocution prononcée à l'occasion de la mise en service de cette infrastructure stratégique, le chef de l'État a d'emblée inscrit cette réalisation dans une continuité historique et symbolique forte. Il a notamment souligné que « le message éternel des martyrs constitue un héritage qui permet de remporter la bataille du développement », établissant ainsi un lien direct entre la mémoire nationale et les grands chantiers économiques contemporains. Pour lui, ce projet illustre la capacité du pays à transformer des ambitions de longue date en réalités tangibles. Le président Tebboune a d'ailleurs rappelé que cette ligne, longtemps considérée comme un projet difficilement réalisable, est désormais opérationnelle. « Nous assistons aujourd'hui à une des étapes de la concrétisation d'une réalisation nationale stratégique et historique, longtemps évoquée comme un rêve lointain », a-t-il déclaré, mettant en avant l'esprit de mobilisation nationale qui a rendu ce succès possible. L'un des aspects les plus remarquables de ce chantier demeure son rythme d'exécution. La ligne a été achevée en seulement vingt mois, un délai que le président a qualifié d'exceptionnel en précisant qu'« une telle durée suffit à peine à la construction d'un lycée, qui parfois nécessite trois ans ». Cette comparaison souligne la performance organisationnelle et technique enregistrée sur ce chantier d'envergure. Par ailleurs, le chef de l'État a insisté sur la dimension souveraine de l'œuvre. Selon lui, la ligne a été bâtie grâce à « une volonté algérienne, un financement algérien et des cadres algériens, avec les amis chinois ». Cette formule met en exergue un pilotage national souverain, tout en valorisant la place centrale des compétences locales et l'apport d'une coopération internationale ciblée. Sur le plan technique, le président a évoqué l'ampleur impressionnante des infrastructures, citant notamment des ponts totalisant vingt kilomètres le long du tracé. Il a estimé que ces ouvrages « pourraient figurer dans le Guinness des records », y voyant « un véritable exploit accompli par des hommes qui ont cru en leur patrie et se sont sacrifiés pour elle ». Au-delà de l'infrastructure physique, la ligne Gara Djebilet–Tindouf–Béchar s'intègre dans une vision économique globale. Elle constitue la première phase d'un projet national structurant destiné à transformer le Grand Sud à court terme. Elle soutiendra l'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet, tout en accompagnant d'autres projets majeurs tels que la mine de zinc-plomb d'Oued Amizour à Béjaïa et le développement des liaisons liées à la mine de Bled El Hadba ainsi qu'au quai minier d'Annaba. Le discours présidentiel réaffirme l'objectif de diversification de l'économie et de réduction de la dépendance aux hydrocarbures. La valorisation des ressources minières et le déploiement d'infrastructures lourdes dans le Sud s'imposent désormais comme des leviers centraux de cette réorientation stratégique. « Tous les moyens ont été mobilisés pour atteindre les objectifs escomptés », a affirmé le président, tout en exprimant sa profonde reconnaissance aux ingénieurs, cadres et ouvriers ayant œuvré dans des conditions climatiques extrêmes. En remerciant « toutes les compétences chargées de la gestion du projet » et les partenaires chinois, Abdelmadjid Tebboune a qualifié cette inauguration de moment historique, ancrant l'image d'une Algérie capable de relever les plus grands défis industriels par son propre génie national.

S. R.

SUR INSTRUCTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Premier ministre supervise à Oran l'arrivée du minerai de fer de Gara Djebilet

Sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué hier une visite dans la wilaya d'Oran, pour suivre l'arrivée et le déchargement des premières cargaisons de minerai de fer extraites de la mine de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, destinées au complexe sidérurgique Tosyali, situé dans la daïra de Bethioua (est d'Oran).

Le Premier ministre est accompagné d'une délégation ministérielle de haut niveau, dans le cadre des cérémonies officielles marquant la mise en service du train minier Gara Djebilet-Bechar-Oran. Ce projet stratégique constitue une étape importante dans la valorisation des ressources minières nationales et le renforcement du secteur de la sidérurgie, contribuant ainsi au soutien du processus de diversification économique et à la réalisation du développement durable en Algérie.

GARA DJEBILET

Un modèle algérien d'industrialisation durable et souveraine

Par Réda Hadi

Le projet intégré de valorisation de la mine de fer de Gara Djebilet s'impose désormais comme l'un des piliers de la nouvelle stratégie industrielle de l'Algérie. Bien au-delà d'une simple exploitation minière, ce mégaprojet ambitionne de refonder la filière sidérurgique nationale autour des principes de durabilité, de transition énergétique et de souveraineté économique.

C'est le message central porté par le professeur Kamel Mohamedi, membre du Forum algérien de l'énergie et de l'industrie (AFEI), lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale « Chaîne II».

Selon l'intervenant, Gara Djebilet doit être appréhendé comme un projet industriel intégré, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'extraction du minerai jusqu'à la production d'un acier à faible empreinte carbone. « L'objectif est clair : produire de l'acier vert, conforme aux exigences environnementales internationales, notamment celles du marché européen », a-t-il expliqué. Cette orientation repose sur l'utilisation massive des énergies renouvelables, en particulier le solaire, ainsi que sur le recours progressif à l'hydrogène vert dans les procédés industriels.

Sur le plan énergétique, la mine sera alimentée par une centrale photovoltaïque d'une capacité d'environ 200 mégawatts, illustrant le passage d'une logique de « mining » classique à celle de « sustainable mining ». Ce choix stratégique confère au projet un avantage compétitif majeur, à l'heure où les produits fortement émetteurs de carbone sont pénalisés par le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne. « L'acier algérien, s'il est vert, pourra accéder au marché européen sans subir de taxation carbone dès 2026 », a souligné le professeur Mohamedi.

Autre infrastructure clé du projet : la voie ferrée de près de 1 000 kilomètres reliant Gara Djebilet aux pôles industriels et aux ports du nord du pays. Plus qu'un simple outil logistique, ce corridor ferroviaire est appelé à structurer le développement économique du Sud-Ouest algérien. Il ouvrira la voie à la création d'un véritable pôle industriel autour de Tindouf, tout en renforçant l'intégration régionale avec la Mauritanie et, au-delà, l'Afrique de l'Ouest.

L'approche retenue se distingue également par l'intégration des principes de l'économie circulaire. Le phosphore, longtemps considéré comme un handicap du minerai de Gara Djebilet, est désormais perçu comme une ressource stratégique. Grâce à des procédés de déphosphoration développés en partenariat avec des acteurs internationaux, notamment chinois, ce sous-produit pourra être valorisé dans la fabrication d'engrais, en synergie avec d'autres projets structurants tels que celui de Oued El Hadba. « Nous sommes dans une logique de symbiose industrielle, où chaque flux est optimisé », a insisté l'intervenant.

Les retombées économiques attendues sont multiples. L'acier vert est aujourd'hui très recherché par des secteurs stratégiques comme l'automobile, le ferroviaire, la construction navale et les infrastructures. Il constitue également un intrant clé pour les batteries lithium-fer-phosphate (LFP), une technologie prometteuse pour les véhicules électriques, plus sûre et plus stable que les batteries conventionnelles. Dans ce domaine, l'Algérie ambitionne de se positionner sur des segments industriels à forte valeur ajoutée.

Sur le plan de la souveraineté économique, Gara Djebilet devrait permettre de réduire significativement les importations d'acier et de produits sidérurgiques, tout en favorisant la transformation locale. « Exporter de l'acier brut ne suffit pas ; l'enjeu est de développer des unités de transformation pour capter davantage de valeur », a plaidé le professeur Mohamedi, évoquant la fabrication locale de rails, d'équipements industriels ou de structures pour les énergies renouvelables.

Enfin, l'expert a comparé ce projet à celui du développement du gaz naturel liquéfié (GNL) dans les années 1970, qui avait fait de l'Algérie un pionnier mondial. De la même manière, Gara Djebilet pourrait positionner le pays comme un acteur de référence de l'acier vert, en Afrique et au-delà.

La presse internationale souligne l'ampleur stratégique et économique du projet

L'inauguration par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de la ligne ferroviaire minière de Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, a largement retenu l'attention de la presse internationale, qui a souligné l'ampleur stratégique et économique de ce projet, "un tournant majeur" dans la stratégie algérienne de diversification de son économie.

Au lendemain de son lancement officiel, la presse étrangère a souligné que ce projet de 950 km de long, s'inscrivait dans une stratégie plus large visant à diversifier l'économie algérienne, en facilitant l'acheminement du minerai de fer vers les complexes sidérurgiques.

Au-delà de l'aspect industriel, plusieurs médias internationaux ont mis en avant l'impact territorial de cette grande infrastructure, qui devrait améliorer la mobilité, créer des emplois et stimuler le développement économique.

Dans ce sens, le site spécialisé dans la diffusion rapide d'informations sur le secteur minier "Discovery Alert" a décrit, dans une analyse, Gara Djebilet comme l'un "des plus importants gisements de fer inexploités au monde", mettant en lumière la prouesse technique et logistique que représente la réalisation en "un temps record du système de transport ferroviaire de minerai". Selon l'article, cette ligne ne servira pas uniquement au transport de minerai de fer, il permettra de désenclaver des régions isolées, améliorer la mobilité pour les voyageurs et sera un "symbole d'un effort majeur d'industrialisation et de diversification économique en Algérie".

Sous le titre "Gara Djebilet: le virage stratégique de l'Algérie, d'exportatrice de matières premières à créatrice de valeur industrielle", le site d'information "Eurasia review", a, dans une tribune, expliqué comment le développement du projet de minerai de fer de Gara Djebilet marque une tentative stratégique de redéfinir le modèle économique algérien, en s'éloignant de l'extraction simple vers la création de valeur industrielle et la diversification économique.

En Suisse, cet évènement n'est pas passé inaperçu. La Radio Lac et l'agence Ecofin, spécialisée dans l'économie africaine, sont revenues sur ce grand projet stratégique, avec pour titre "la mutation minière de l'Algérie: Gara Djebilet passe à la vitesse supérieure". Celui-ci détaille la mise en service officielle du tronçon ferroviaire, soulignant que "l'exploitation de ce gisement vise à transformer le pays en un pôle sidérurgique majeur en Afrique". Parallèlement, des chaines de TV et des sites d'information du monde arabe ont diffusé des reportages détaillés sur l'inauguration de la voie ferrée minière, indiquant que ce projet permettra un transport efficace du minerai de fer vers le port d'Oran et les aciéries, renforçant ainsi la souveraineté économique du pays. Ils soulignent également le rôle que jouera la mine dans le développement de la région de Tindouf et la création de milliers d'emplois directs et indirects, qualifiant de "moment historique" l'inauguration de la "plus longue ligne de chemin de fer minier d'Afrique".

APS

SAIDAL

Vers le lancement d'un projet stratégique avec l'Iran pour la production de peptides

Le Directeur général par intérim de SAIDAL, Mourad Belkhelfa a révélé que le groupe s'apprête à lancer un projet stratégique en collaboration avec un partenaire iranien de renom dans le domaine de la production de peptides. Les peptides, qui représentent une avancée technologique majeure dans l'industrie pharmaceutique, seront désormais produits localement grâce à cette alliance. Ce projet vise à localiser la fabrication de médicaments innovants et de nouvelle génération en Algérie, à renforcer les capacités nationales dans le domaine des industries pharmaceutiques avancées, et à s'inscrire en cohérence avec les orientations de l'État en matière de développement de la recherche scientifique et de soutien à la production locale de médicaments à forte valeur ajoutée. Le projet devrait non seulement permettre à l'Algérie de devenir un acteur clé dans la production de médicaments de haute technologie, mais aussi d'exporter ces produits à l'international. Il est également prévu qu'il offre une solution locale aux besoins croissants de traitements spécialisés dans des domaines comme l'oncologie, la biotechnologie et les maladies rares, qui requièrent l'utilisation de peptides.

Ce partenariat avec l'Iran marque un tournant important dans l'industrie pharmaceutique en Algérie, promettant de dynamiser la recherche scientifique, de renforcer l'autosuffisance et de promouvoir l'exportation des produits pharmaceutiques algériens. Avec des projets de cette envergure, SAIDAL s'affirme comme un acteur clé dans l'essor de l'industrie pharmaceutique algérienne et dans le développement de solutions thérapeutiques innovantes et accessibles.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le ministre s'enquiert des projets de recherche au CRDI du groupe Saidal

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a effectué, avant-hier à Alger, une visite au Centre de Recherche, de Développement et d'Innovation (CRDI) du groupe Saidal, où il a pris connaissance des activités du centre et de ses projets de recherche.

Le centre comprend des laboratoires spécialisés en pharmacie, chimie, microbiologie, substances naturelles et culture cellulaire, en plus d'un parc animalier destiné aux essais, selon les explications fournies lors de la visite.

Le ministre était accompagné du directeur général (DG) par intérim du groupe Saidal, Mourad Belkhelfa, ainsi que de cadres du secteur. A cette occasion, la délégation a suivi un exposé sur les missions du centre qui compte 140 chercheurs et cadres de diverses spécialités.

Les missions du centre consistent essentiellement en le développement de médicaments génériques, de produits parapharmaceutiques, de compléments alimentaires et de produits cosmétiques, outre l'élaboration de méthodes de contrôle, la valorisation des substances naturelles, le transfert de technologie et l'appui aux unités de production. Il est également prévu la création prochaine d'un laboratoire de virologie.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite, M. Belkhelfa a révélé le lancement, dans un mois, de recherches pour le développement de vaccins vétérinaires locaux, en collaboration avec des experts spécialisés, en vue de localiser leur production et de renforcer la sécurité sanitaire animale.

158E SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OMS À GENÈVE

Participation de l'Agence nationale de sécurité sanitaire

Par R E.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), représentée par son président, Pr Kamal Sanhadji, participe aux travaux de la 158e session du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui se tient au siège de l'organisation à Genève (Suisse) du 2 au 7 février en cours, indique un communiqué de l'agence.

La 158e session du Conseil exécutif abordera un ensemble de points principaux inscrits à l'ordre du jour, notamment "le rapport du directeur général, le rapport des comités régionaux au Conseil exécutif, le rapport du Comité du programme, du budget et de l'administration, ainsi que le rapport du Comité permanent de prévention, de préparation et de riposte aux urgences sanitaires", précise la même source. Cette session se concentrera sur quatre axes stratégiques majeurs, dont le premier traitera de la garantie de la santé en incluant le suivi de la déclaration politique de la réunion de l'assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, le renforcement de la santé mentale, la lutte contre les maladies transmissibles (y compris le programme de vaccination, la feuille de route pour les maladies tropicales négligées et la stratégie d'élimination de la tuberculose).

Ce premier axe portera également sur la couverture sanitaire universelle, notamment les soins d'urgence et chirurgicaux, le renforcement de la transplantation médicale et les maladies rares, les soins de santé primaires, la santé dans le programme de développement durable, la lutte contre les produits médicaux falsifiés, la résistance aux antimicrobiens, la gouvernance numérique et l'intelligence artificielle dans la santé.

Le deuxième est dédié à la protection de la santé, qui comprend la réponse aux urgences sanitaires, le renforcement de la base de données sur laquelle s'appuient les mesures de santé publique et les mesures sociales, l'initiative mondiale santé et paix, la lutte contre la poliomyélite, la mise en œuvre de la résolution WHA75.11 (2022) et le suivi de la situation sanitaire dans le territoire palestinien occupé. Le troisième axe se penchera sur la promotion de la santé qui couvre la réadaptation dans les systèmes de santé, la promotion de la santé et du bien- être, la santé des peuples autochtones, la nutrition maternelle et infantile et le renforcement de l'économie de la santé pour tous.

Quant au quatrième axe, il concerne la dynamisation et l'amélioration de la performance qui traitera notamment du budget et des affaires financières, des questions d'administration et de gouvernance, ainsi que de l'ordre du jour provisoire de la 79e Assemblée mondiale de la santé, de la date et du lieu de la 159e session du Conseil exécutif.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 فيفري 2026

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Février 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	67	76	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	104	69	الطماطم	
	Oignon sec	72	80	64	البصل الجاف	
	Ail sec	806	882	729	الثوم الجاف	
	Carotte	97	109	84	الجزر	
	Navet	109	122	96	اللفت	
	Choux fleur	77	88	67	قرنبيط	
	Choux	86	97	75	الكرنب	
	Courgette	120	136	104	الكوسة	
	Haricot vert	345	373	316	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	149	164	134	الخس	
Fruits frais	Mandarine	174	208	140	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	148	188	108	البرتقال	
	Citron	150	175	126	الليمون	
	Pomme locale	394	480	308	التفاح المحلي	
	Datte	516	651	380	التمر	
	Banane	484	510	459	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1926	2069	1784	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	337	350	323	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	2,02	-16,06	6,09	10,14	20232	6 980 040,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,22	-0,79	9,00	5,56	2800	3 920 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,03	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2295,00	0,00	-0,10	1,23	10,95	5,45	2155	4 945 725,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,62	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,12	3,97	5,00	0	0,00

ALGÉRIE-TUNISIE

Les moyens de renforcer la coopération dans le secteur pharmaceutique examinés

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, lundi au siège du ministère, le ministre tunisien de la Santé, Mustapha Ferjani, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale et le partenariat entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a été l'occasion d'échanger les vues sur les moyens de développer la coopération bilatérale et d'intensifier les partenariats entre les opérateurs des deux pays, en vue de soutenir la production locale, de renforcer le transfert d'expertises et de réaliser la sécurité pharmaceutique, précise le communiqué.

Le ministre tunisien de la Santé se trouve en Algérie, à la tête d'une importante délégation, dans le cadre d'une visite officielle (1er-3 février) visant à consolider les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans la production de médicaments et de dispositifs médicaux, au service des intérêts communs et du renforcement de la complémentarité entre les deux pays dans les domaines de la santé et de l'industrie, souligne la même source.

NESDA

Vers la révision du plafond de financement

La révision du plafond de financement des micro-entreprises soutenues par la NESDA s'impose aujourd'hui comme l'un des chantiers prioritaires de la réforme du dispositif d'aide aux porteurs de projets. Sous l'impulsion de cette institution, l'écosystème entrepreneurial national s'apprête à franchir un nouveau palier, visant à optimiser la viabilité des investissements et à accroître leur impact économique

Par Selma R.

Fixé à 10 millions de dinars depuis 2003, le plafond de financement n'est plus en adéquation avec la réalité économique actuelle. « Ce montant a été défini il y a plus de vingt ans. Avec l'inflation et l'évolution des coûts d'investissement, il doit être réévalué », a expliqué Bilel Achacha, directeur général de la NESDA. Lors de son intervention au Forum d'El Moudjahid, ce dernier a présenté un état des lieux détaillé du secteur ainsi que la nouvelle feuille de route de l'agence. Le responsable estime que l'actualisation de ce seuil constitue une condition essentielle pour garantir la viabilité des nouveaux projets. Il a également rappelé que le modèle algérien de soutien demeure particulièrement avantageux, soulignant que « les financements accordés en Algérie se font à un taux d'intérêt de 0 %, ce qui est pratiquement unique au monde ». À titre de comparaison, dans d'autres pays, des profils similaires supportent des taux d'intérêt pouvant atteindre 20 à 25 %.

Plus qu'un simple réajustement financier, cette révision s'inscrit dans une stratégie globale de transformation de l'écosystème entrepreneurial. Le responsable a rappelé la place centrale occupée par les petites structures dans l'économie nationale : elles représentent 99,8 % du tissu économique, dont 93 % de micro-entreprises. Leur contribution est majeure, atteignant 35 % du PIB et 60 % de l'emploi privé. Cette tendance se confirme à travers les données récentes, puisque 87 % des emplois créés entre 2020 et 2025 proviennent de ce segment. Selon ses propres termes, « la micro-entreprise est aujourd'hui le premier moteur de création d'emplois ».Malgré cette dynamique, le DG de la NESDA considère que le potentiel du secteur demeure sous-exploité. L'Algérie compte actuellement 29 entreprises pour 1 000 habitants, contre une moyenne mondiale de 47, avec des niveaux atteignant 66 dans certaines métropoles comme Paris et 95 au Portugal. Pour lui, cet écart illustre l'ampleur de la marge de progression et justifie pleinement le renforcement des mécanismes d'appui actuels.

L'intervenant est également revenu sur la transition de l'ANSEJ vers la NESDA, qu'il présente comme un changement de philosophie plus qu'un simple changement d'appellation. Créée en 1997, l'ANSEJ a financé en 28 ans près de 415 000 projets pour un montant global de 1 300 milliards de dinars, soit l'équivalent de 15 à 16 milliards de dollars. Toutefois, ce modèle a montré ses limites avec un taux d'échec ayant dépassé les 70 % auprès des banques. « Nous sommes passés d'une logique de volume à une logique de viabilité et de résilience », a-t-il expliqué. La nouvelle approche privilégie désormais la qualification des porteurs de projets. Alors que par le passé, 62 % des bénéficiaires ne disposaient d'aucun diplôme ni formation, une préparation entrepreneuriale est désormais exigée à travers un parcours structuré de 21 jours, conforme aux standards internationaux. Pour soutenir cette ambition, l'agence a déployé un vaste réseau d'appui académique comprenant 117 centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) dans les universités et 190 centres au sein des établissements de formation professionnelle. Enfin, la digitalisation du suivi des dossiers a été engagée afin d'assurer un traitement plus transparent et plus rapide des demandes de financement.

Sur le plan opérationnel, l'année 2025 est présentée comme le véritable point de départ de la nouvelle NESDA. Selon son directeur général, 30 000 porteurs de projets ont déjà été formés et 3 500 projets de création ou d'extension ont été acceptés. La répartition sectorielle traduit une orientation vers l'économie productive, avec 27 % des projets dans l'industrie, 35 % dans les services et 15 % dans l'agriculture et les projets dits stratégiques. L'objectif affiché est d'atteindre un taux de résilience des entreprises financées de 60 % à l'horizon 2028.

Il a enfin plaidé pour un « Small Business Act » à l'algérienne afin de mieux protéger les petites structures, notamment à travers un accès effectif à la commande publique (dont 20 % sont théoriquement réservés) et une réduction des délais de paiement à 30 jours. Pour lui, la révision du plafond de financement s'inscrit dans cet ensemble de réformes destinées à bâtir un environnement plus stable, plus équitable et plus durable pour la micro-entreprise algérienne.

TIZI-OUZOU

Le barrage de Sidi Khelifa affiche un taux d'avancement de plus de 40%

Le projet de réalisation du barrage de Sidi Khelifa situé dans la commune d'Ait Chafaa au nord-est de Tizi-Ouzou a atteint un taux d'avancement de 40%, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Le projet qui a fait récemment l'objet d'une visite d'inspection du wali, Aboubakr Esseddik Boucetta, a constaté la progression des travaux qui ont atteint un taux d'avancement de 40%, selon les explications qui lui ont été fournies sur site, a-t-on indiqué de même source. Cette infrastructure hydraulique qui permettra d'emmagasiner les eaux provenant de l'oued Sidi Ahmed Youcef, est destinée à l'alimentation en eau potable des habitants de 21 communes notamment de la zone nord côtière de la wilaya . Lors de la même visite, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur l'impératif de renforcer le chantier en moyens humains et matériels afin de lancer rapidement les travaux de construction de la digue principale du barrage, selon les services de la wilaya.

Le barrage de Sidi Khelifa est doté d'une capacité de stockage de 21,8 millions de m3 , dont 17,2 millions de m3 destinés à l'alimentation en eau potable et 4,4 millions de m3 à l'irrigation, selon la direction des ressources en eau. Le projet a été doté d'une enveloppe financière de 9,350 milliards de DA pour sa réalisation.

Agence

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Inauguration du guichet universitaire unique à l'Université de Constantine 03

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a supervisé, hier, l'inauguration du guichet universitaire unique à l'Université de Constantine 03, Salah Boubnider, selon un communiqué de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). L'Agence a indiqué que «dans le cadre du soutien à l'entrepreneuriat universitaire et du renforcement de l'intégration entre l'université et son environnement économique, l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a participé aujourd'hui, le 2 février 2026, à l'inauguration du guichet universitaire unique à l'Université de Constantine 03, Salah Boubnider, sous la supervision du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari».

Ce guichet «est un outil pratique et stratégique visant à simplifier et accélérer le parcours entrepreneurial au sein du milieu universitaire, contribuant ainsi à accompagner les étudiants porteurs d'idées et de projets vers la création de petites entreprises à caractère économique». Dans ce contexte, l'agence NESDA confirme, ajoute la même source, « sa présence active au sein du milieu universitaire de la wilaya de Constantine, à travers sept centres de développement de l'entrepreneuriat, qui prennent en charge la formation, la formation et l'accompagnement des porteurs de projets, garantissant ainsi un encadrement efficace et durable des initiatives entrepreneuriale». En marge de cette visite, le ministre Baddari a salué «le rôle central et les résultats positifs obtenus par l'agence NASDA au niveau des centres de développement de l'entrepreneuriat, estimant que le guichet universitaire unique constitue une étape complémentaire dans le parcours entrepreneurial que l'État algérien offre aux étudiants, afin de concrétiser leurs idées et de les transformer en petites entreprises contribuant au développement économique», conclut le communiqué.

R H.

OUARGLA

Une production de près de 130.000 alevins réalisée en 2025

Une production de 129.400 alevins de poisson des espèces Tilapia rouge et du Nil a été réalisée en 2025 dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris lundi de la direction de wilaya de la pêche et de l'aquaculture.

De cette production, un lot de 127.000 alevins a été réalisé au niveau de quatre (4) écloseries privées dans les communes d'Ain El-Beida et Hassi- Benabdallah, daïra de Sidi- Khouiled et le reste, soit 2.000 nourrains, produits au niveau de l'écloserie de la station expérimentale d'aquaculture saharienne relevant du centre national de recherches et de développement en pêche et aquaculture à Hassi-Benabdallah, a affirmé le directeur de la pêche et de l'aquaculture d'Ouargla, Salah Bouaicha.

Cette production a permis de réaliser une autosuffisance en lots d'alevins, acheminés auparavant d'autres régions du pays, et de réduire les couts d'ensemencement pour les agriculteurs qui se sont lancés dans l'élevage aquacole intégré à l'agriculture, a-t-il expliqué.

Selon M. Bouaicha, pas moins de 41 bassins d'irrigation agricole existants au niveau des périmètres agricoles de la wilaya d'Ouargla avaient été ensemencés, en aout dernier, en quantités suffisantes d'alevins. Les activités aquacoles ont été consolidées l'année dernière dans la wilaya de Ouargla par la mise sur pied, via le dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), de sept (7) projets d'investissement dans l'aquaponie assurant une production globale de seize (16) tonnes de poisson de l'espèce Tilapia du Nil. Le directeur du secteur a cité, à ce titre, la mise en exploitation d'un projet ensemencé d'un lot de 10.500 alevins pour une production théorique annuelle de dix (10) tonnes de poisson.

Ce projet a été conforté par l'entrée en exploitation d'un autre ensemencé de 250.000 alevins, au niveau de l'exploitation agricole de Gassi-Touil (Hassi-Messaoud), de l'entreprise agro-alimentaire relevant du groupe Sonatrach, a indiqué le même responsable.

APS

CONSTANTINE/ FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement d'une nouvelle spécialité en élevage équin

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels vient de se renforcer dans la wilaya de Constantine par le lancement, dès la prochaine rentrée, d'une nouvelle spécialité en matière d'élevage équin, a-t-on informé dimanche auprès des services de la wilaya. La nouvelle spécialité a été intégrée dans le cadre de la diversification de l'offre de formation et de son adaptation aux spécificités locales, a précisé la même source.
La formation sera assurée au niveau du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage Maâzouzi-Youcef de la commune de Messaoud Boudjeriou, en partenariat avec le Club équestre de la cité Boussouf (ville de Constantine), ont fait savoir les services de la wilaya. D'une durée de 12 mois, la formation se déroulera selon le mode de l'apprentissage, avec un enseignement théorique dispensé au sein de l'établissement de formation, tandis que la partie pratique sera assurée au club équestre, ainsi un contact direct avec les chevaux et une expérience concrète dans l'élevage et les soins, entre autres.
Au terme du parcours de formation, des ateliers spécialisés sur l'insertion dans le monde du travail seront organisés au profit des stagiaires, afin de les accompagner et de faciliter leur intégration professionnelle, que ce soit à travers l'emploi dans des clubs équestres ou par la création de micro-projets dans ce domaine, at-on ajouté.
Le lancement de cette nouvelle spécialité vise à valoriser cette activité qui fait partie du patrimoine culturel et sportif de la région, avec des perspectives prometteuses en matière de création d'emploi, à-on conclure.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

L'investissement privé s'ouvre à l'exploitation des lignes de transport inter-wilayas

La wilaya de Bordj Bou Arreridj franchit une nouvelle étape dans le renforcement de son réseau de transport public. Les autorités locales ont annoncé l'ouverture de l'investissement privé pour l'exploitation de plusieurs lignes de transport inter-wilayas, une mesure destinée à combler le déficit enregistré sur certaines dessertes et à améliorer la qualité des services offerts aux usagers.

Synthèse rédaction régionale

Dans une déclaration à l'APS, le directeur des Transports de la wilaya, Ali Barkat, a précisé que cette décision fait suite à une autorisation exceptionnelle accordée en janvier dernier par les services centraux du ministère des Transports. L'objectif principal est de répondre à la forte demande sur plusieurs axes routiers et de désenclaver certaines communes confrontées à une offre de transport insuffisante.
Dans ce cadre, quatre autorisations ont été octroyées pour l'exploitation par bus de la ligne reliant Bordj Bou Arreridj à Alger. Par ailleurs, des autorisations spécifiques, à raison d'une par commune, ont été accordées pour les lignes reliant Ras El Oued, Bordj Ghedir et Mansourah à la capitale, afin de faciliter la mobilité des citoyens vers l'un des principaux pôles administratifs et économiques du pays.
L'ouverture à l'investissement concerne également la création de nouvelles lignes directes entre Bordj Bou Arreridj et les wilayas du Sud, notamment Adrar, Béchar et Ghardaïa. Pour chacune de ces destinations, une autorisation a été délivrée, assortie de l'obligation de mobiliser deux bus et deux chauffeurs par ligne, garantissant ainsi la régularité et la continuité du service. Une autre ligne est prévue entre la commune de Khélil, relevant de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, et la wilaya de Sétif.
Deux autorisations ont été accordées pour l'exploitation de minibus de 25 places, afin de répondre aux besoins de déplacement quotidiens entre les deux régions.
Concernant les conditions d'exploitation, M. Barkat a souligné que les véhicules ne doivent pas dépasser dix ans d'âge et doivent disposer d'une fiche de contrôle technique exempte de toute défectuosité. Les dossiers des investisseurs seront étudiés selon des critères précis, notamment la date de dépôt et l'état du bus, qui fera l'objet d'une vérification rigoureuse.
Parallèlement, le secteur du transport universitaire a été renforcé avec l'ouverture de nouvelles lignes reliant l'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi aux communes de Ksour et Tixter. De plus, 50 bus de 100 places ont été rénovés afin d'assurer une couverture optimale de l'ensemble des communes. Le parc universitaire a également été consolidé par l'acquisition récente de 11 nouveaux bus, contribuant à l'amélioration des conditions de transport des étudiants.

IN-GUEZZAM

Plus de 460 postes de formation professionnelle pour la prochaine session

Pas moins de 462 nouveaux postes de formation professionnelle sont offerts dans la wilaya d'In-Guezzam pour la prochaine session de février 2026, à-on avis dimanche de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).
Dans ce cadre, le centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) du chef-lieu de wilaya propose 255 places pédagogiques, dont 49 en formation résidentielle, réparties sur trois spécialités, a précisé la même source.
S'agissant de l'apprentissage, 49 postes sont offerts dans une dizaine de spécialités, telles que l'installation et la maintenance de panneaux photovoltaïques, l'installation et la maintenance d'équipements de froid et de climatisation et l'installation de réseaux de télécommunication, at-on ajouté.
Cette offre de formation s'accompagne d'un renforcement des partenariats avec les opérateurs économiques afin d'améliorer l'employabilité des apprentis par la formation sur le terrain, selon la DFEP.
La formation qualifiante propose quant à elle 157 places dans diverses spécialités susceptibles de répondre aux besoins du marché du travail local et de permettre aux bénéficiaires d'acquérir un métier.
De son coté, le CFPA de Tin-Zaoutine a consacré 207 places pédagogiques avec 27 places pour l'apprentissage dans neuf spécialités, notamment la plomberie, l'électricité industrielle et la réparation de téléphone, ainsi que 180 postes pour la formation qualifiante.
Ces établissements assurent un accompagnement pédagogique (théorique et pratique) et offrent un environnement de formation adéquat, à l'on indiqué. (APS) 30130/59264
Agence

TIPASA

Distribution de plus de 200 logements du programme AADL 2 à Ahmar El Aïn

Plus de 200 familles ont reçu, dimanche, les clés de leurs appartements réalisés dans le cadre de la formule localisation-vente du programme "AADL 2", après l'achèvement des travaux de réalisation selon les normes modernes, à-on informé auprès des services de la wilaya.
La même source a précisé que le lancement de l'opération de distribution de 227 logements, à la veille du mois de Ramadhan, fait suite à la visite de travail et d'inspection effectuée par le wali de Tipasa, Amine Benchaoualia, sur le site comprenant 527 logements AADL, au cours de lequel il a donné des instructions visant à lever les contraintes ayant retardé l'entame de la remise des clés aux bénéficiaires.
Les services de l'antenne de Tipasa pertinents de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) poursuivront l'opération de remise des clés au profit des bénéficiaires pour les 300 logements restants (sur un total de 527 unités), au cours des prochaines semaines, selon la même source.
APS

TÉBESSA

Entrée en service de 2 lycées dans la commune d'El Ogla El Malha

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tébessa s'est renforcé par la mise en service, dimanche de deux nouveaux lycées dans la commune d'El Ogla El Malha.
Selon les explications données sur site au wali, Ahmed Belhaddad qui a supervisé l'opération, il s'agit du lycée « chahid Sid Ali Benhocine » au centre de la commune d'El Ogla El Malha réalisé pour plus de 420 millions DA et du lycée « défunt moudjahid Belkacem Benali » dans la localité d'Ain Zekik dans la même commune dont le coût de réalisation atteint près de 300 millions DA.
Chaque établissement dispose outre des classes d'un réfectoire (200 plats/jour), d'un terrain de sport, d'un laboratoire et d'un pavillon administratif.
Dans une déclaration à la presse à l'occasion, le chef de l'exécutif local a indiqué que la mise en service de ces deux structures s'inscrit dans le cadre des efforts d'amélioration des conditions de scolarisation des élèves de la région Sud de la wilaya, rappelant qu'au début de l'année en cours, une annexe de lycée a été ouverte dans la commune de Safsaf El Ouesra, alors que d'autres établissements des trois paliers courants de l'enseignement " réception serontnés 2026 ".
Ces opérations retenues pour le secteur de l'éducation rentrent dans le cadre de l'allègement du taux d'occupation des classes et le rapprochement des établissements des élèves pour leur éviter de longs déplacements quotidiens, a-t-il ajouté.

R.R

AMÉLIORATION DE L'AEP À BLIDA

Réception de nouvelles installations avant l'été 2026

Les capacités de production d'eau potable de la wilaya de Blida seront renforcées avant la saison prochaine estivale par la mise en service de nouvelles installations, destinées à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de la région, à-on avis dimanche auprès des services de la wilaya. Selon la même source, ces projets, dont le taux d'avancement est très élevé, permettront d'augmenter la production quotidienne de la wilaya, actuellement estimée à plus de 250.000 M3/jour. Il s'agit notamment de la station monobloc de traitement des eaux du barrage El-Moustakbal à Bouroumi (ouest), d'une capacité de 8.600 M3/jour et dont la réception est prévue en avril prochain. Cette station, dont la réalisation est achevée à 70 %, est destinée à alimenter plusieurs communes de l'ouest de la wilaya, notamment El Affroun, Oued Djer et Mouzaïa, dont l'approvisionnement devrait sensiblement s'améliorer, face à la hausse de la demande liée à l'expansion urbaine de ces dernières années. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif d'alimentation en eau dessalée à partir de la Station "Fouka 2" (Tipasa), un projet de station de pompage et de deux (2) réservoirs de 2.500 M3 chacun est attendu à la réception, à Chebli, avant le mois de Ramadhan prochain.
A noter que le quota de Blida en provenance de cette station de dessalement, d'une capacité de 300.000 M3/jour, est de 100.000 M3, sachant que la wilaya dépend à près de 80 % des eaux souterraines.

R.R.

DETTE ET INÉGALITÉS

La face cachée de la croissance dopée à l'IA

Malgré l'aggravation des inégalités et les mauvais chiffres de l'emploi, l'économie américaine a affiché l'an dernier une croissance impressionnante de 4,3 %, portée en grande partie par le secteur de l'intelligence artificielle. Cette performance dissimule toutefois une dynamique reposant fortement sur l'endettement et les aides publiques. Symptôme des crises du capitalisme américain plutôt que d'une embellie réelle, elle peine à masquer les fragilités structurelles de l'économie des Etats-Unis [1].

La Réserve fédérale a terminé l'année 2025 en abaissant une nouvelle fois ses taux directeurs d'un quart de point, la troisième réduction de l'année. Le vote a été divisé : neuf membres du conseil ont soutenu la baisse, tandis que trois s'y sont opposés. Cette décision intervient alors que l'économie américaine reste pénalisée par les tarifs douaniers, les déportations massives, les coupes budgétaires et l'atonie du marché du travail. À cela s'ajoute le manque de clarté des statistiques officielles sur les prix et l'emploi depuis le « shutdown » du gouvernement.

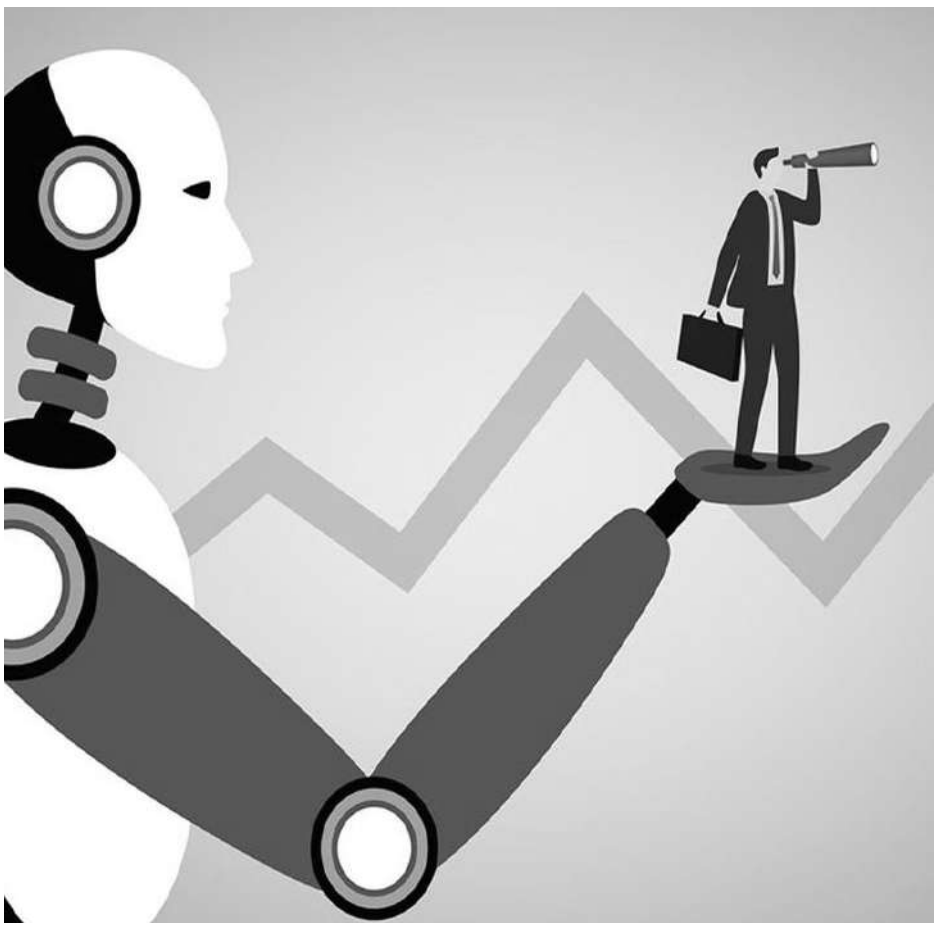
En revanche, l'économie américaine a progressé au rythme le plus soutenu depuis deux ans, affichant une croissance de 4,3 %. Ce contraste rend l'état réel de l'économie difficile à évaluer. Toutefois, les choses deviennent plus claires lorsqu'on considère que cette expansion repose largement sur les investissements massifs dans le secteur de l'intelligence artificielle.

À première vue, l'économie américaine paraît tiraillée entre deux réalités : d'un côté, des inégalités profondes, une inflation persistante, un ralentissement de l'embauche et un taux de chômage élevé chez les jeunes ; de l'autre, un secteur technologique apparemment à l'abri, des actionnaires fortunés concentrant une part disproportionnée de la consommation, et une montée des dépenses fédérales en défense et en technologies de contrôle des frontières basées sur l'intelligence artificielle.

Les géants de la tech font « pire que mettre tous leurs œufs dans le même panier : ils mettent tous leurs œufs dans un seul panier et piétinent tous les autres »

Comme le résume un économiste de la Brookings Institution, nous sommes face à une économie à deux vitesses. La « ruée vers l'or » de l'IA génère de l'excitation et de nombreuses études sur une dérive dans le reste de l'économie. Le Budget Lab de Yale estime que les investissements liés à l'IA pourraient atteindre 2 % du PIB américain cette année, soit environ 1 800 dollars par habitant. Des analystes de la Deutsche Bank vont même jusqu'à affirmer que, sans ces dépenses technologiques, les États Unis seraient proches de la récession cette année.

Mais l'image d'une économie à deux vitesses simplifie à l'excès la réalité. Ces deux moitiés, qui peuvent sembler distinctes au premier abord, existent au sein du même système d'accumulation inégale du capital et sont maintenues unies par l'accès à un crédit bon marché. La moitié « gagnante » ou « croissante » s'appuie sur l'extraction de rentes auprès de l'autre moitié. À ce titre, les pressions



répétées de Donald Trump en faveur d'une baisse des taux revêtent une signification plus profonde.

D'abord, même si les avancées technologiques et les investissements explosent, les bénéfices des innovations en IA se concentre dans un écosystème de plus en plus fermé. Les grandes entreprises technologiques accaparent l'accès à des ressources rares ou impossibles à reproduire — qu'il s'agisse de l'eau, de l'électricité ou même des interactions sociales humaines. Leurs dirigeants cumulent ainsi les rôles de propriétaires de vastes domaines numériques et de fournisseurs de services essentiels.

Cela leur permet d'extraire une rente supplémentaire, tandis que les utilisateurs et les travailleurs qui forment les systèmes et génèrent les données ne bénéficient d'aucune de ces retombées. Eux subissent la précarité, les vagues de licenciements, la surveillance et parfois même l'exclusion des technologies qu'ils contribuent à bâtir. L'économie de l'IA n'est donc pas réellement scindée en deux : elle repose sur la dépossession des travailleurs à bas salaires et sur la fragilité structurelle des marchés du travail dans lesquels ils sont intégrés.

Les sceptiques de la ruée vers l'IA soutiennent fréquemment que la bulle finira par éclater et que la finance spéculative qui la porte est intrinsèquement instable, voire parasitaire. Ils mettent en avant l'extrême concentration du secteur et ses mécanismes de financement circulaire comme autant d'indicateurs de vulnérabilité. Les sept plus grandes entreprises technologiques concentrent à elles seules 60 % des gains du S&P 500 cette année, tandis que les acteurs de l'économie de l'IA se financent, s'équipent et commercent de plus en plus entre eux, au sein d'un circuit fermé et interdépendant.

Lorsque ces dynamiques aggravent leur situation, les géants de la tech se tournent vers l'État pour garantir leurs rentes.

Ainsi, Oracle, Nvidia, CoreWeave et SoftBank s'échangent entre eux des contrats liés à l'IA totalisant près de 1 000 milliards de dollars. Amazon, de son côté, envisage d'investir 10 milliards dans OpenAI, laquelle a conclu en novembre un accord de 38 milliards de dollars avec Amazon Web Services.

Dans le New York Times, l'économiste Natasha Sarin résume la situation en affirmant qu'elle est « pire que de mettre tous ses œufs économiques dans le même panier : c'est comme mettre tous ses œufs dans un seul panier et piétiner tous les autres ».

Cependant, il serait réducteur de considérer la finance comme un secteur purement autodestructeur et détaché de la production. Même lorsque certains investissements ne génèrent pas de profits, la finance américaine a démontré à maintes reprises sa capacité d'adaptation et d'innovation pour assurer à ces entreprises un accès continu au crédit ou pour rendre leurs dettes soutenables.

Le montage financier de 29 milliards de dollars destiné aux centres de données de Meta illustre parfaitement cette logique. Les gestionnaires d'actifs Blue Owl et PIMCO ont assemblé dette et capitaux propres dans une structure ad hoc qui permet de financer le projet tout en maintenant cette dette hors du bilan de Meta. Parallèlement, les entreprises technologiques et leurs créanciers se réjouissent des baisses de taux décidées par la Fed, qui stimulent les cours boursiers et réduisent le coût de l'endettement.

Les ménages s'inscrivent eux aussi dans ce même système fondé sur l'endettement. Face à l'inflation, aux licenciements et à la stagnation des salaires, ils recourent au crédit pour maintenir leur niveau de consommation et faire face à la hausse du coût de la vie. La finance y joue le rôle de maillon central : elle garantit la rentabilité de certains acteurs tout en accentuant l'exploitation du travail et les inégalités pour d'autres. Considérer ce mécanisme comme marginal serait une erreur, puisqu'il se trouve au cœur même de la reproduction du système économique.

Lorsque ces dynamiques aggravent l'instabilité politique, écologique et sociale, les géants de la technologie se tournent vers l'État pour garantir leur position et leurs rentes. Outre la politique monétaire, l'État canalise l'argent des contribuables dans des partenariats public-privé, dont beaucoup sont consacrés aux technologies de l'IA. Cela concerne l'ensemble des gouvernements fédéraux et des États, mais plus particulièrement les dépenses de défense et de sécurité.

Les entreprises technologiques profitent aussi de réglementations souples et d'exemptions sur mesure. Ainsi, près de la moitié du secteur de l'IA échappe aux droits de douane instaurés par Donald Trump. Comme l'a résumé Bloomberg, le président a mis en place une « voie rapide VIP pour l'IA, où personne ne ralentit puisqu'il n'y a pas de péage ».

Cette interdépendance croissante entre l'appareil technologique et l'État renforce les dynamiques de répression et de repli de l'État, tout en affaiblissant davantage les conditions nécessaires à la solidarité et à l'organisation des travailleurs.

Envisager l'économie comme un système unique et cohérent permet de saisir la solidité de l'ordre actuel et les enjeux des choix de politique monétaire. Il ne faut pas se laisser distraire par les récits d'une économie à deux vitesses ou par l'idée d'une bulle prête à éclater. L'enjeu réel est de comprendre comment la croissance actuelle puise directement dans les revenus des ménages modestes et moyens. L'investissement dans l'IA ne vient pas soutenir la partie la plus fragile de l'économie : il contribue au contraire à approfondir son sous-développement.

[1] Article issu de notre partenaire Jacobin, traduit par Alexandra Knez.

Source : lvsl.fr, publié le 21/01/2026

LIBYE

Tripoli attire de nouveau les investisseurs étrangers

L'intérêt des investisseurs étrangers pour la Libye connaît un nouvel élan, alors que le pays accélère ses réformes institutionnelles et économiques, le secteur de l'énergie redevenant le principal moteur de l'engagement international.
Cherchant à entrer dans une nouvelle phase de coopération énergétique et économique avec plusieurs pays, dont la Türkiye, la Libye a accueilli cette année le quatrième Sommet libyen de l'énergie et de l'économie (Libya Energy and Economy Summit – LEES) dans la capitale Tripoli, afin de présenter des opportunités d'investissement à la communauté internationale.
Le sommet a été organisé par la plateforme d'investissement axée sur l'Afrique Energy Capital & Power, avec le soutien du bureau du Premier ministre libyen, du ministère du Pétrole et du Gaz, de la Compagnie nationale de pétrole (NOC) et de l'Autorité des énergies renouvelables. Les discussions ont porté sur le potentiel de la Libye dans plusieurs secteurs, notamment le pétrole, le gaz et les industries liées à l'énergie.
Ouvrant l'événement, le Premier ministre Abdulhamid Dbeibah a déclaré que la production quotidienne de pétrole de la Libye avait dépassé 1,37 million de barils en 2025, marquant le niveau le plus élevé du pays au cours des 12 dernières années.
Il a également indiqué que le premier appel d'offres pour l'exploration et la production de pétrole et de gaz depuis près de 17 ans serait finalisé au cours de la deuxième semaine de février.
Le ministre du Pétrole et du Gaz, Khalifa Abdulsadek, a déclaré que la hausse des niveaux de production constituait un indicateur fort de la reprise économique et de la stabilité.
Il a précisé que la Libye avait lancé un programme impliquant 15 entreprises et qu'elle s'attendait à une augmentation de la production de pétrole au cours des cinq prochaines années, soutenue par des investissements de 20 milliards de dollars.
L'extension des contrats à 25 ans, a-t-il ajouté, constitue une étape essentielle pour offrir un environnement d'investissement prévisible et à long terme, conforme aux pratiques mondiales du secteur. Agence

SECTEUR AÉRIEN

La Tunisie ambitionne de devenir un hub régional en Méditerranée

L'ouverture progressive du secteur aérien tunisien s'impose comme un levier stratégique majeur pour relancer l'économie nationale. À la croisée de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient, la Tunisie dispose d'atouts géographiques indéniables pour s'imposer comme un hub régional de premier plan. En misant sur l'amélioration de la connectivité aérienne, les autorités entendent stimuler la croissance, renforcer l'attractivité touristique, créer des emplois qualifiés et attirer de nouveaux investissements étrangers.

Synthèse R I.

Cette dynamique d'ouverture ne se limite toutefois pas à une simple libéralisation du ciel. Elle s'inscrit dans une vision globale qui associe modernisation des infrastructures, accompagnement des compagnies nationales et montée en compétences des ressources humaines. Pour les décideurs, le transport aérien constitue un outil central du développement économique durable et de l'intégration régionale de la Tunisie.

Une stratégie d'ouverture progressive et maîtrisée

C'est dans ce contexte que le ministre tunisien des Transports, Rachid Amri, a dévoilé une stratégie d'ouverture progressive du secteur aérien lors d'un atelier organisé à Tunis en partenariat avec l'ambassade des États-Unis. Cette rencontre, tenue à huis clos, a réuni des responsables institutionnels et des experts internationaux afin d'examiner les perspectives de coopération dans le domaine de l'aviation civile.
L'objectif affiché est clair : multiplier les liaisons internationales à partir des aéroports tunisiens et positionner le pays comme une plateforme de transit incontournable en Méditerranée. Les autorités travaillent actuellement à la révision et à la signature de nouveaux accords bilatéraux, tout en encourageant les transporteurs nationaux à s'engager dans des alliances stratégiques avec des compagnies étrangères.
Rachid Amri a souligné que l'amélioration de la connectivité aérienne constitue une priorité nationale. Elle passe notamment par l'élargissement du réseau de destinations, la facilitation des procédures et la mise en place d'un cadre réglementaire attractif pour les investisseurs.
Les échanges avec les partenaires américains ont également porté sur les normes de sécurité et de sûreté aériennes, considérées comme un préalable indispensable à toute montée en puissance du secteur.

Des infrastructures au cœur du projet de hub régional

Le positionnement de la Tunisie comme hub régional repose en grande partie sur la modernisation de ses infrastructures aéroportuaires. L'aéroport international de Tunis-Carthage, qui accueille déjà plus de six millions de passagers par an, fait l'objet d'un vaste programme d'extension. L'objectif est de porter sa capacité à dix-huit millions de voyageurs annuels, afin de répondre à la croissance attendue du trafic. Estimés à près de trois milliards de dinars, les travaux prévoient notamment l'agrandissement des terminaux, l'amélioration des services aux passagers et la réalisation d'un métro aérien reliant directement l'aéroport au centre de la capitale. Parallèlement, les aéroports régionaux bénéficieront de programmes de modernisation destinés à désenclaver les régions intérieures et à soutenir le développement touristique local.
Des réunions conjointes entre les ministères du Transport et du Tourisme ont récemment permis d'examiner le lancement de nouvelles lignes vers des destinations européennes, africaines et moyen-orientales. Ces dessertes supplémentaires visent à dynamiser les flux touristiques et à mieux répartir les retombées économiques sur l'ensemble du territoire.

Tunisair, un acteur stratégique à préserver

Dans cette stratégie, la compagnie nationale Tunisair conserve un rôle central. Les autorités ont réaffirmé leur attachement à son caractère public et stratégique, tout en appelant à des réformes internes profondes pour améliorer sa compétitivité. Le président Kaïs Saïed a clairement exclu toute privatisation, privilégiant une restructuration qui garantisse la pérennité de la compagnie et la qualité du service.
À terme, le développement du secteur aérien renforcera les échanges économiques, commerciaux et culturels de la Tunisie avec ses partenaires internationaux.

ÉGYPTE

Le Caire vise une croissance de 7% d'ici 2030

Par R I.

L'Égypte met en œuvre plusieurs réformes visant à attirer les investisseurs et à favoriser une croissance inclusive portée par le secteur privé. D'ici 2030, elle prévoit de porter la part des investissements privés à 66% et d'accroître leur rôle dans l'économie. Un nouveau plan national de développement économique a été lancé en Égypte. Il vise un taux de croissance de 7% d'ici 2030, ainsi qu'une hausse globale des investissements qui devraient atteindre 18 % du produit intérieur brut (PIB). Intitulé « le récit national pour le développement économique : des politiques favorables à la croissance et à l'emploi », ce plan constitue, selon la ministre de la Planification et du Développement économique, Rania Al-Mashat (photo, à droite), « un cadre global qui assure l'intégration entre le programme d'action du gouvernement et la Vision Égypte 2030, à la lumière des évolutions régionales et internationales rapides ». Il fixe une série d'objectifs à atteindre à l'horizon 2030. Il s'agit de poursuivre la voie des réformes économiques, de s'orienter davantage vers les secteurs les plus productifs, ainsi que de tirer le meilleur parti des infrastructures de pointe qui constituent une base favorable à l'industrialisation et à l'investissement. Ces mesures devraient renforcer la compétitivité et stimuler la participation du secteur privé. Le plan prévoit de porter la part des investissements privés dans les investissements totaux à 66 % en 2030, contre 60 % dans le plan de l'exercice fiscal en cours, ainsi que leur part dans le PIB à 11,9 %, tout en renforçant leur rôle dans l'économie. Des réformes ont été évoquées pour améliorer la performance des entreprises, renforcer le positionnement de l'Égypte dans les classements internationaux de compétitivité, reposant sur le programme national de réformes structurelles qui s'appuie sur des politiques de soutien à la croissance et à l'emploi. Il s'articule autour de trois axes à savoir : le renforcement de la stabilité macroéconomique, l'accroissement de la compétitivité économique et l'amélioration du climat des affaires, et le soutien à la transition écologique. Cette annonce intervient alors que le gouvernement égyptien cherche à améliorer le climat des affaires et à établir un environnement de travail favorable, dans le but d'attirer davantage d'investissements. Le pays a mis en œuvre des programmes de réformes économiques et climatiques, pilotés par le FMI, pour un montant initial de 8 milliards de dollars, afin de préserver la stabilité macroéconomique, de rétablir les marges de manœuvre et de favoriser une croissance inclusive portée par le secteur privé, malgré les tensions régionales persistantes qui ont entraîné une forte baisse des recettes du canal de Suez.
Notons que d'ici 2030, le nombre d'emplois que devrait générer le plan est estimé à 1,5 million, contre 900 000 emplois prévus dans le plan de l'exercice en cours.

IRAK

L'Etat va nationaliser l'exploitation du gisement pétrolier de West Qurna 2

Le cabinet irakien a approuvé les plans de nationalisation des opérations du champ pétrolier West Qurna 2, l'un des plus grands au monde, alors que le gouvernement cherche à éviter les perturbations résultant des sanctions américaines imposées à l'actionnaire russe Lukoil LKOH.MM .
L'entreprise publique Basra Oil Company prendra en charge les opérations du champ pétrolifère pendant 12 mois, ont déclaré deux responsables de l'entreprise à Reuters.
"Nous visons à maintenir la production en douceur alors que l'Irak navigue dans l'incertitude des sanctions américaines et nous chercherons des acheteurs potentiels pour la participation de Lukoil au cours de la période de 12 mois", a déclaré un responsable de Basra Oil.
Lukoil a déclaré la force majeure en novembre à West Qurna 2 alors qu'il était frappé par des sanctions aux côtés de son collègue producteur de pétrole russe Rosneft ROSN.MM dans le cadre des efforts du président américain Donald Trump pour mettre fin à la guerre en Ukraine.
Les sanctions ont attiré des offres d'une douzaine d'investisseurs, dont les majors pétrolières américaines Exxon Mobil, Chevron et la société de capital-investissement Carlyle, selon des sources.
"La compagnie pétrolière publique Basra Oil Company couvrira les salaires du personnel local, les dépenses opérationnelles et les paiements aux sous-traitants, en utilisant un compte lié au champ pétrolier de Majnoon pour faciliter le processus", a déclaré à Reuters un responsable pétrolier irakien du champ pétrolier. La production reste stable, entre 465 000 et 480 000 barils par jour, a ajouté le responsable.
Le gouvernement a déclaré dans un communiqué mercredi que le cabinet avait accepté de demander l'autorisation de financer les opérations par le biais du compte du champ pétrolifère de Majnoon, qui sera alimenté par les recettes des cargaisons de brut vendues par la société nationale de commercialisation du pétrole SOMO.
La participation opérationnelle de 75 % de Lukoil dans le champ pétrolifère était son principal actif étranger. La société a jusqu'au 17 janvier pour vendre ses actifs à l'étranger, conformément au dernier délai fixé par le Trésor américain.
Le champ représente environ 0,5 % de l'offre mondiale de pétrole et 9 % de la production de l'Irak, deuxième producteur de l'OPEP après l'Arabie saoudite.
Agence

POUR LA TRANSFORMATION DU KARITÉ

Le Ghana ambitionne de faire de Wa un pôle industriel stratégique

À l'instar de plusieurs pays de la région, Accra souhaite capter une part plus importante de la valeur ajoutée générée par le karité, longtemps exporté majoritairement à l'état brut. C'est dans cette optique que le gouvernement ghanéen a annoncé la création d'un pôle industriel dédié à la transformation du karité dans la ville de Wa, capitale de la région de l'Upper West.

Par R I/Agence

Baptisé Shea Park Resource Hub, le projet a été officiellement lancé le 31 janvier par le président John Dramani Mahama. Il vise à structurer un véritable écosystème agroindustriel autour du karité, en modernisant l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis la collecte des noix jusqu'à la commercialisation de produits transformés à forte valeur ajoutée.

Selon un communiqué publié par les autorités, le futur pôle industriel abritera des unités modernes de transformation destinées à produire du beurre, de l'huile et des dérivés de karité à usage cosmétique, alimentaire, nutraceutique et pharmaceutique. L'objectif est de positionner le Ghana non plus seulement comme un fournisseur de matière première, mais comme un acteur industriel capable de répondre aux standards internationaux en matière de qualité et de traçabilité. Le projet prévoit également la mise en place d'infrastructures de soutien essentielles à la compétitivité de la filière. Il s'agira notamment de laboratoires de contrôle qualité, de centres de formation et de renforcement des capacités, d'installations de stockage et d'entreposage, ainsi que de plateformes logistiques facilitant l'accès aux marchés nationaux et internationaux. Des solutions énergétiques basées sur le solaire, des unités de traitement et de recyclage de l'eau, des incubateurs d'entreprises, des coopératives et des facilités d'exportation sont aussi annoncés.

« Ce pôle industriel contribuera à transformer profondément la filière du karité, tout en créant des opportunités économiques durables pour les communautés locales », a souligné le président Mahama. À pleine maturité, les autorités estiment que le projet permettra d'autonomiser plus de 7 000 femmes dans la région de l'Upper West, où la collecte et la transformation artisanale du karité constituent une source essentielle de revenus. Des milliers d'emplois devraient également être créés au profit des jeunes.

Le lancement de ce projet s'inscrit dans un contexte de mutation accélérée de la filière. Depuis 2025, le Ghana affiche clairement sa volonté de promouvoir la transformation locale. Le gouvernement a ainsi annoncé son intention de suspendre l'exportation de noix de karité à l'état brut à partir de 2026, afin de garantir un approvisionnement suffisant pour les unités industrielles locales et d'attirer davantage d'investissements.

Dans le même esprit, le ministère de l'Agriculture a dévoilé, en juillet 2025, un plan de relance de la société publique PBC Shea Limited, avec un financement de 4 millions d'euros mobilisé avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD). Dotée d'une capacité de transformation de 150 000 tonnes de noix par an, l'entreprise, à l'arrêt depuis 2019, a repris ses activités en septembre dernier, renforçant ainsi la base industrielle du pays.

Les données disponibles illustrent clairement le potentiel de création de valeur encore inexploité. Selon la Bourse des matières premières du Ghana (GCX), les noix brutes représentent près de 75 % des ventes de la filière, contre seulement 18 % pour le beurre et 5 % pour l'huile produits localement. Pourtant, les statistiques de l'Office national de la statistique (GSS) montrent que l'huile de karité a généré en 2024 près de 1,93 milliard de cedis de recettes d'exportation, soit presque le double de celles issues des noix brutes.

ZIMBABWE

Un contrat de 25 ans pour une centrale solaire de 30 MW

Alors que le Zimbabwe cherche à accélérer l'électrification et à élargir la place du solaire dans son mix énergétique, les autorités s'appuient sur de nouveaux cadres contractuels pour attirer les investisseurs privés.

La société Vungu Solar Pvt Ltd a signé, le mardi 27 janvier, un accord d'achat d'électricité de 25 ans avec la Zimbabwe Electricity Transmission and Distribution Company (ZETDC) pour le développement d'une centrale solaire de 30 MWac, lors d'une cérémonie organisée à Harare, la capitale du pays.

Le projet Vungu Solar constitue le pilote du programme gouvernemental Government Project Support Agreement, un mécanisme mis en place par les autorités zimbabwéennes pour attirer les producteurs indépendants d'électricité solaire à travers des contrats standardisés et bancables.

Le développement du projet est conduit par le Private Infrastructure Development Group (PIDG), via sa plateforme InfraCo, en partenariat avec Energywise Equipment et Impala Power Company. Selon les autorités, la centrale pourrait fournir de l'électricité à environ 76 000 foyers.

« ZETDC se félicite de cet accord d'achat d'électricité, qui représente une contribution importante pour répondre aux besoins énergétiques des consommateurs et des industries zimbabwéens. Nous sommes impatients de voir ce projet se concrétiser dès que possible », a déclaré Raphael Katsande, directeur général par intérim de ZETDC.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du National Energy Compact du Zimbabwe, qui vise un accès universel à l'électricité d'ici 2030, combinant le solaire connecté réseau, les mini-réseaux et les systèmes solaires distribués.

Le gouvernement ambitionne également de porter la part des énergies renouvelables hors hydroélectricité de 7,8 % à 31 % du mix électrique. Cette trajectoire est portée par une demande énergétique en forte croissance, liée notamment à l'expansion du secteur minier, à l'irrigation agricole, à l'industrialisation et à la croissance démographique.

Rédaction

SOLAIRE

Le Nigeria lance son premier projet photovoltaïque flottant

Synthèse R

Confronté à des contraintes d'accès et de production, le Nigeria mobilise divers leviers pour renforcer son offre électrique. Le Nigeria a attribué son premier projet de centrale solaire photovoltaïque flottante. Le contrat a été octroyé par la Rural Electrification Agency (REA), l'agence publique chargée des projets d'électrification hors réseau et institutionnels. Selon l'information annoncée le 23 janvier dernier par la filiale nigériane du groupe China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) qui a obtenu le marché, le projet d'une capacité installée de 7 MW sera mis en œuvre sur le plan d'eau entourant le campus de l'Université de Lagos (UNILAG), située dans le sud-ouest du Nigeria.

« Ce projet emblématique fournira une électricité fiable, sûre, stable et propre à l'une des principales institutions universitaires du Nigeria. Une fois achevé, il deviendra la toute première centrale solaire flottante du pays », a déclaré CCECC sur son compte X.

La compagnie n'a cependant fourni aucune information chiffrée concernant le coût total du projet, les modalités de financement ou encore le calendrier précis de mise en service.

Un contexte énergétique sous contrainte récurrente

Alors que le Nigeria attribue son premier projet de centrale solaire flottante, le secteur électrique national reste dominé par les combustibles fossiles et confronté à des contraintes d'accès et de fiabilité. Citant des données du Nigeria System Operator et de la Nigerian Electricity Regulatory Commission (NERC), Agence Ecofin rapportait en août 2025 que le pays dispose d'environ 14 000 MW de capacité installée, contre seulement 4 000 à 6 000 MW effectivement produits.

Parallèlement, l'accès à l'électricité demeure limité. Selon les données de la Banque mondiale, 61,2 % de la population nigériane avait accès à l'électricité en 2023. Une partie des usagers recourt à des sources privées ou à des générateurs de secours pour couvrir ses besoins énergétiques.

Dans ce contexte, le solaire photovoltaïque enregistre une progression, bien que sa contribution au mix électrique reste limitée. D'après le rapport de l'Africa Solar Industry Association, le Nigeria a ajouté 63,5 MW de capacité solaire en 2024, portant la capacité cumulée à environ 385,7 MW.

Par ailleurs, des chiffres du National Bureau of Statistics (NBS) publiés en octobre 2025 font état d'une hausse de 17,29 % des importations de panneaux solaires au premier semestre de 2025, par rapport à la même période en 2024.

Agence

DANS UN NOUVEAU MARCHÉ AUX POISSONS À THIÈS

Le Sénégal investit 4 millions $

Au Sénégal, la pêche représente moins de 5 % du PIB et emploie plus de 600 000 personnes. Alors que le poisson représente une source de protéine animale privilégiée pour la population, le gouvernement renforce les infrastructures liées à la gestion du marché et de l'offre.

Au Sénégal, le marché central au poisson de Thiès a été inauguré le 24 janvier dernier. D'un coût total de 2,22 milliards de francs CFA (4 millions $), cette nouvelle infrastructure a été financée sur fonds propres par l'Agence nationale des affaires maritimes (ANAM).

Selon un communiqué du ministère des Pêches et de l'Économie maritime publié le 26 janvier, ce nouveau marché doté d'équipements répondant aux normes sanitaires et de conservation, affiche une capacité de traitement annuelle de 8 000 tonnes de poissons. Il intègre notamment des installations de chaîne du froid, de stockage et de contrôle qualité, afin d'améliorer la traçabilité et de limiter les pertes qui affectent encore fortement le secteur.

« Cette infrastructure permettra de réduire significativement les pertes post-capture, de renforcer la chaîne du froid, d'améliorer la traçabilité des produits et de structurer durablement les circuits de commercialisation. Le marché vise également à améliorer les conditions de travail et les revenus des pêcheurs, mareyeurs, femmes transformatrices et transporteurs, tout en contribuant à la sécurité alimentaire des populations et à la création de valeur ajoutée au niveau local », peut-on lire dans le communiqué.

Plus largement, cet investissement permet également de renforcer le poids de la région de Thiès dans l'industrie halieutique au Sénégal. Selon les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), cette région s'imposait déjà depuis 2019 comme le principal pôle de débarquement de poissons de la pêche artisanale devant Ziguinchor, Dakar et Saint-Louis, concentrant alors près de 50 % des prises. Selon les données officielles, la valeur commerciale de la production halieutique traitée chaque année dans la région est évaluée à plus de 80 milliards de francs CFA (14,6 millions $). Rappelons que la pêche artisanale fournit près de 80 % des captures totales de poissons réalisées au Sénégal, ainsi que la majorité des emplois générés dans le secteur. Le pays de la Teranga est le deuxième producteur de poissons en Afrique de l'Ouest après le Nigéria, avec des captures annuelles supérieures à 500 000 tonnes depuis 2022, d'après les données compilées par la FAO.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales entraînées par la chute des cours des métaux précieux

Les Bourses mondiales sont entraînées à la baisse lundi, dans le sillage du plongeon des métaux précieux, après la proposition vendredi par Donald Trump du nom de Kevin Warsh pour succéder à Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale américaine.

"Ceux qui espéraient que la forte chute des prix de l'or et de l'argent de vendredi se calmerait ce lundi font face à un nouveau cauchemar", commente Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank.
L'annonce de Donald Trump de vendredi disant vouloir à la tête de la Réserve fédérale (Fed) Kevin Warsh, un ancien gouverneur de la banque centrale américaine, a fait office d'élément déclencheur au fort mouvement de vente des métaux précieux, après leur ascension en début de semaine.
Ce choix, qui doit encore être confirmé par le Sénat américain, a "secoué les marchés vendredi en entrainant un mouvement de vente historique sur les métaux précieux: l'or (-9%) a signé sa plus forte chute depuis 2008 et l'argent (-26%), sa plus forte chute journalière jamais réalisée", soulignent les analystes de Natixis dans une note.
L'argent s'enfonçait de 7% vers 08H30 GMT et l'or de plus de 5%.
Du côté des actions, l'indice vedette de la Bourse sud-africaine, dominé par les entreprises du secteur des métaux et minéraux (or, platine, charbon...), chutait de 3,31% vers 08H30 GMT.
A Londres, les valeurs minières, très présentes sur cette place financière également, reculaient également fortement dans le sillage.
Sur le FTSE 100 (-0,39%), l'indice vedette britannique, Endeavour perdait près de 7,5%, Fresnillo 6% et Antofagasta plus de 5%, tandis que Glencore et Anglo American reculaient l'une et l'autre d'environ 3,5% vers 08H15 GMT.
Francfort abandonnait 0,28%, Paris 0,36% et Milan 0,37%, alors que Zurich accélérait de 0,37%.
En Asie, Hong Kong chutait de 2,32% dans les derniers échanges, Shenzhen de 2,69% et Shanghai abandonnait 2,48%. La Bourse de Séoul a dévissé de 5,26% et Tokyo de 1,25%.
"Il est difficile de ne pas voir comme sain" ce mouvement de correction des marchés "vu la dynamique hyperbolique récente des cours des précieux", ajoutent toutefois les analystes de Natixis.
La flambée des métaux précieux, avant leur chute, "semble avoir comporté une énorme composante spéculative", laissant désormais place à un fort mouvement de correction, retient lui aussi Jim Reid, économiste de Deutsche Bank.
Les cours du pétrole s'effondraient aussi, après la volonté exprimée par Donald Trump de trouver un accord avec l'Iran qu'il menace d'une intervention militaire.
Le baril de WTI nord-américain baissait fortement de 5,01% à 61,94 dollars vers 08H30 GMT, celui de Brent de la mer du Nord cédait 4,77% à 66,01 dollars.

Les semi-conducteurs délaissés

Le secteur technologique, où les valorisations sont jugées élevées, évoluait en terrain négatif lundi.
"Les inquiétudes dans le secteur technologique après les chiffres trimestriels de Microsoft conduisent à une nette retenue des achats des investisseurs sur ces valeurs. Les titres de semiconducteurs, en particulier, sont fortement vendus", note Andreas Lipkow, analyste indépendant.
A la cote européenne, STMicroelectronics cédait 3,84%, ASMI 3,49%, ASML 3,31%, BE Semi Conductor Industries 3,04%, Infineon 2,26%, prenait 3,99% à 25,41 euros et à Francfort Infineon gagnait 6,19% à 44,94 euros.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 30 Janvier 2026
Valeur : 03 Février 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.1934	129.2084
1	EUR	EURO	154.2052	154.2490
1	GBP	POUND STERLING	177.9523	177.9730
100	JPY	JAPANESE YEN	83.9954	84.0107
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5914	18.5957
1	CHF	SWISS FRANC	168.3302	168.4155
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.6351	95.6532
1	DKK	DANISH KRONE	20.6561	20.6601
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.6059	14.6104
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.4466	13.4710
1	AED	UAE DIRHAM	35.1729	35.1865
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.4433	34.4510
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.8629	424.0512
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8231	45.2736
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2637	14.2653
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5154	20.6206
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2470	3.2571
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.578	178.5780

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street amorce le mois de février dans une grande nervosité

Après un mois de janvier mouvementé, février s'annonce nerveux sur les marchés. Les contrats à terme sur les actions américaines ont baissé au cours du week-end : le S&P 500 cède plus de 1 % et le Nasdaq 1,6 %. Cette nervosité s'inscrit dans un contexte de retour de la volatilité, avec un indice VIX en hausse de 20 % sur un mois, à 17,5. Parallèlement, l'actif défensif par excellence, l'or, poursuit son repli, comme d'ailleurs les contrats à terme sur l'argent. En cinq séances, l'or aura perdu près de 10 % par rapport à son pic historique à plus de 5 550 dollars, et le contrat sur l'argent décroche de plus de 27 %. Quant au bitcoin, il poursuit sa longue dégringolade pour revenir vers le seuil des 75 000 dollars. Le cryptoactif de référence aura perdu près de 30 % en trois mois et plus de 13 % sur les cinq derniers jours.
Le baril de pétrole n'est pas en reste. Après avoir progressé à la suite des déclarations de Donald Trump sur une possible attaque de l'Iran, le brut revient à ses niveaux d'avant-crise dans le Golfe.
La référence américaine WTI revient sous les 60 dollars ce week-end, après avoir dépassé les 66 dollars le 29 janvier. Pourtant, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+) a maintenu sa décision de novembre dernier de suspendre la hausse de production de janvier à mars, en raison d'une faible consommation. Le cartel avait cependant augmenté ses quotas l'an dernier de près de 3 millions de barils par jour, soit environ 3 % de la demande mondiale.

Agence

BOURSE ZURICH

Tentative de rebond sur fond d'accalmie géopolitique

Par Agence

La Bourse suisse a ouvert la séance de lundi en légère progression, soufflant après la nomination vendredi d'un nouveau patron à la Réserve fédérale américaine (Fed) et d'une accalmie dans les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran. Dans ce contexte volatil, métaux précieux et pétrole chutaient.
"La nomination de Kevin Warsh marque une rupture beaucoup plus profonde qu'un simple changement de président de la Fed. Warsh n'est pas seulement un faucon de l'inflation. C'est un réformateur de gouvernance. Il défend explicitement une transmission plus rapide de la politique monétaire, une discipline accrue de la communication et, surtout, un alignement plus étroit entre la Fed et le Trésor", a estimé Arthur Jurus, directeur des investissements à la banque Oddo BHF Suisse.
Les métaux précieux et industriels ont été particulièrement touchés par cette annonce - l'or perdant 5,9% et l'argent 8,8% - "victimes de prises de bénéfices massives et d'un dollar en nette hausse après le durcissement des anticipations de politique monétaire", a indiqué John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à Cité Gestion. "Dans un environnement de liquidité plus contrainte, les marchés restent extrêmement sensibles au moindre changement de régime."
Au Moyen-Orient, les tensions entre Washington et Téhéran semblaient s'amenuiser. Le président américain Donald Trump, qui a multiplié les avertissements depuis le début du mouvement de contestation réprimé en janvier en Iran, a répété négocier avec Téhéran pour éviter l'option armée. Le gouvernement iranien a indiqué qu'un "cadre" de négociations sera finalisé dans les prochains jours. Ces déclarations faisaient plonger les cours du pétrole lundi matin, Brent et WTI perdant tous les deux 5%. A 09h12, l'indice vedette SMI montait de 0,21% à 13'216,90 points, après avoir clôturé vendredi en progression de 0,31%. Le SLI prenait 0,1% à 2122,23 points et le SPI accélérait de 0,13% à 18'242,36 points. La majorité des valeurs vedettes avançait, les meilleures performances étant enregistrées par Richemont (+1,4%), Lindt (+1,3%) et Zurich Insurance (+1,1%).
Concurrent de Richemont, Swatch (-1,9%) avait dévoilé vendredi dernier une rentabilité en chute en 2025, le bénéfice net plongeant à 25 millions de francs suisses, contre 219 millions en 2024. L'horloger biennois avait attribué le phénomène au renoncement délibéré à recourir au chômage partiel, nonobstant une sous-utilisation des capacités de production, de manière à pouvoir profiter d'une reprise le moment venu.
A l'opposée du tableau se trouvaient VAT Group (-3,2%), Julius Bär (-2,10,8%) et UBS (-1,1%). VAT a pourtant vu son objectif de cours relevé par Berenberg, qui a réitéré sa recommandation à "hold".
Le gestionnaire de fortune zurichois a vu ses résultats en 2025 derechef grevés par des pertes sur crédits privés. Le phénomène a pesé à hauteur de 213 millions de francs suisses sur le bénéfice net, conséquemment élagué d'un quart à 764 millions de francs suisses. UBS publiera pour sa part mercredi ses résultats au 4e trimestre. Sur le marché élargi, la Banque cantonale de Zoug (+0,6%) a enregistré des résultats en hausse sur l'exercice 2025.
Le conseil d'administration pourra proposer à ses actionnaires un dividende de 230 francs suisses par action, contre 220 francs suisses un an plus tôt.

À 6.000 MÈTRES DE PROFONDEUR

Le Japon annonce la découverte d'un gisement de terres rares

Le Japon a franchi une étape majeure dans sa quête d'autonomie stratégique en annonçant, lundi, avoir extrait avec succès des sédiments riches en terres rares à une profondeur de 6.000 mètres en mer. Cette opération inédite s'est déroulée à proximité de l'île japonaise très isolée de Minami Torishima, située dans l'océan Pacifique, à plus de 1.800 kilomètres au sud-est de Tokyo. Selon les autorités nippones, il s'agit de la première tentative mondiale visant à exploiter des terres rares à une telle profondeur.

Synthèse Rédaction internationale

L'extraction a été réalisée dans le cadre d'une mission d'essai conduite par le navire de recherche scientifique Chikyu, fleuron de la recherche océanographique japonaise. Parti à la mi-janvier, le bâtiment a ciblé une zone dont les fonds marins sont considérés depuis plusieurs années comme potentiellement riches en minéraux stratégiques. Les sédiments remontés doivent désormais faire l'objet d'analyses approfondies afin de déterminer la quantité exacte et la composition précise des terres rares présentes.
« Les détails seront analysés, notamment la quantité exacte de terres rares contenue dans l'échantillon », a indiqué Kei Sato, porte-parole du gouvernement japonais. Il a qualifié cette découverte d'« accomplissement significatif », soulignant son importance tant sur le plan de la sécurité économique que du développement des technologies maritimes.
Les terres rares, un groupe de 17 éléments chimiques essentiels à la fabrication de produits de haute technologie — batteries de véhicules électriques, éoliennes, smartphones, équipements médicaux ou systèmes de défense — occupent une place stratégique croissante dans les économies modernes. Or, la chaîne d'approvisionnement mondiale demeure largement dominée par la Chine, qui assure environ 70 % de la production mondiale et contrôle une part encore plus importante des capacités de raffinage.
C'est précisément cette dépendance que le Japon cherche à réduire. L'annonce intervient dans un contexte géopolitique particulièrement tendu, marqué par un durcissement des relations entre Tokyo et Pékin. En novembre dernier, la Première ministre japonaise Sanae Takaichi avait évoqué la possibilité d'une réaction militaire du Japon en cas d'attaque chinoise contre Taïwan, île que la Chine considère comme une province rebelle.
En réponse, Pékin a renforcé ses restrictions commerciales à l'égard du Japon, notamment en bloquant l'exportation de produits dits « à double usage », susceptibles d'avoir des applications civiles et militaires. Certaines terres rares figurent sur cette liste, alimentant les inquiétudes à Tokyo quant à une éventuelle interruption des approvisionnements.
Dans ce contexte, l'exploitation de ressources sous-marines nationales apparaît comme une option stratégique de long terme. Toutefois, de nombreux défis restent à relever. L'extraction à de telles profondeurs pose des problèmes technologiques majeurs et soulève également des questions environnementales, alors que les écosystèmes des grands fonds marins demeurent largement méconnus.
Si les analyses confirment le potentiel du gisement de Minami Torishima, le Japon pourrait disposer à terme d'un levier décisif pour sécuriser son accès aux minerais critiques. Cette découverte renforcerait également la position du pays dans la course mondiale à la diversification des sources d'approvisionnement en terres rares, au moment où celles-ci sont devenues un enjeu central de souveraineté économique et industrielle.

PORTUGAL

2,5 milliards d'euros pour la reconstruction après une tempête destructrice

Le Portugal a annoncé dimanche l'octroi de 2,5 milliards d'euros pour la reconstruction après le passage destructeur de la tempête Kristin la semaine dernière, qui a fait cinq morts.
Le Premier ministre portugais, Luis Monténégro, a également prolongé l'état de calamité (un niveau en dessous de l'état d'urgence) dans les zones les plus touchées du pays, jusqu'au 8 février, de nouvelles pluies étant attendues.
Cette mesure, initialement imposée jeudi, donne aux autorités le pouvoir de mettre en oeuvre des mesures de sécurité et de coordonner les interventions d'urgence.
"Certaines régions seront confrontées à des situations plus graves qui pourraient même nécessiter une évacuation", at-il mis en garde lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion d'urgence du gouvernement.
L'agence météorologique nationale (IPMA) a placé le Portugal en alerte jusqu'à lundi en raison de fortes pluies accompagnées de vents pouvant atteindre jusqu'à 100 km/h.
Les vents violents de la tempête Kristin ont frappé le centre et le nord du Portugal dans la nuit de mardi à mercredi, provoquant des inondations, des glissements de terrain et endommageant des immeubles et des infrastructures.
Selon la compagnie d'électricité E-Redes, environ 167.000 foyers étaient toujours privés d'électricité dimanche contre un peu plus d'un million immédiatement après la tempête.
Dans le centre du pays, deux hommes sont morts samedi après une chute lors de réparations de toitures endommagées par la tempête, dans deux incidents distincts.

APS

ETATS UNIS

Trump assure que la Chine est la "bienvenue" pour venir acheter du pétrole vénézuélien

Le président américain a invité la Chine à venir investir dans le pétrole vénézuélien. Il a indiqué que les États-Unis et Caracas partageraient les bénéfices pétroliers. Donald Trump a affirmé samedi que les investissements chinois dans l'industrie pétrolière vénézuélienne seraient "bienvenus", alors que le pays sud-américain cherche à relancer son économie, après la capture du président Nicolas Maduro par les États-Unis en dépit du droit international. Le Venezuela dispose des plus grandes réserves pétrolières de la planète et a réformé jeudi, sous la pression américaine, sa loi sur les hydrocarbures, ouvrant le secteur au privé. La Chine avait été le principal acheteur de pétrole vénézuélien sous M. Maduro, dont la capture par les forces américaines le 3 janvier a suscité la condamnation du ministère chinois des Affaires étrangères et rendu incertain l'avenir des relations de Pékin avec Caracas. "La Chine est la bienvenue et ferait une très bonne affaire sur le pétrole. Nous accueillons volontiers la Chine", a déclaré Donald Trump samedi aux journalistes à bord d'Air Force One. Il a noté que la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodriguez, avait conclu vendredi un accord de coopération énergétique avec l'Inde.
"L'Inde arrive et elle va acheter du pétrole vénézuélien plutôt que de l'acheter à l'Iran, donc nous avons déjà conclu cet accord, le principe de l'accord, mais la Chine est la bienvenue pour venir acheter du pétrole", a dit M. Trump. Les États-Unis et le Venezuela partageraient les bénéfices pétroliers. Le président américain, qui a affirmé que Washington était désormais "aux commandes" du Venezuela, a indiqué que les États-Unis et Caracas partageraient les bénéfices pétroliers et souligné que les États-Unis "s'entendent très bien avec les dirigeants du Venezuela" qui font "un très bon travail".
"Nous allons vendre beaucoup de pétrole, et nous en prendrons une partie, et ils en prendront beaucoup, et ils vont très bien s'en sortir. Ils vont gagner plus d'argent qu'ils n'en ont jamais gagné, et ce sera bénéfique pour nous", a-t-il déclaré.

R.I.

AVEC 2,8% DE CROISSANCE DU PIB EN 2025

L'Espagne "moteur" de la zone euro

"Le moteur du continent": avec une croissance économique enregistrée à +2,8% du PIB en 2025, l'Espagne a poursuivi l'an passé sur la dynamique enclenchée depuis la reprise post-Covid, soutenue principalement par le secteur touristique et la demande des ménages, avec un chômage en baisse. Ce chiffre, très légèrement au-dessous des prévisions du gouvernement espagnol de gauche (+2,9%) et en baisse par rapport à la croissance de 2024 (+3,5%), est plus de deux fois supérieur à la croissance anticipée pour l'ensemble de la zone euro l'an passé. Annoncé par l'Institut national de la statistique (INE), il confirme ainsi le dynamisme de l'économie espagnole, à rebours de la majorité de ses voisins européens, en difficulté. "Nous progressons à un rythme deux fois plus rapide que la zone euro. L'Espagne est, en ce moment, le moteur du continent", s'est félicité le ministre de l'Economie, Carlos Cuerpo, sur la télévision espagnole. Au quatrième trimestre, la croissance du PIB a atteint +0,8%, selon ces chiffres provisoires de l'INE.
Après avoir été touchée de plein fouet par la crise financière de 2008, puis plus de dix ans plus tard par la pandémie de Covid, la quatrième économie de la zone euro a depuis remonté la pente de façon spectaculaire. Le pays, qui a bénéficié des importants fonds du plan de relance européen post-Covid, profite pleinement de la manne apportée par le tourisme (97 millions de visiteurs étrangers l'an passé, un record), de l'investissement des entreprises, ainsi que de la forte consommation des ménages. Les bonnes nouvelles s'accumulent sur le plan économique pour l'Espagne, avec l'annonce également du fort ralentissement de l'inflation en janvier, à 2,4% contre 2,9% en décembre, d'après l'INE vendredi. Alors que la hausse des prix, notamment des loyers, demeure la préoccupation principale des Espagnols, "c'est une bonne nouvelle pour les citoyens", a affirmé Carlos Cuerpo, "car cela se traduit par une amélioration du pouvoir d'achat". Le gouvernement du Premier ministre socialiste Pedro Sánchez avait annoncé que le chômage était passé au quatrième trimestre 2025 sous la barre des 10%, une première depuis 2008. Il reste toutefois le plus élevé des pays de l'OCDE. Dans ce contexte porteur, l'exécutif espagnol a annoncé cette semaine un plan de régularisation massif de sans-papiers qui pourrait bénéficier à un demi-million de personnes, principalement d'Amérique latine, dans le but de soutenir l'économie face au vieillissement de la population active, une mesure à contre-courant de nombreux autres pays européens qui cherchent à limiter l'immigration. Le salaire minimum va, par ailleurs, être revalorisé à 1.424,5 euros brut mensuels, avait annoncé jeudi le ministère du Travail, à l'issue de négociations avec les syndicats.
Le FMI et la Banque d'Espagne prévoient pour 2026 une croissance respectivement à 2,3% et 2,2% du PIB, alors que l'absence de nouveau budget gouvernemental depuis 2023, faute de majorité au parlement, ne semble pas pouvoir enrayer la dynamique espagnole.

R I.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Google renforce l'intégration de Gemini dans Chrome

Le navigateur de Google s'enrichit de plusieurs fonctionnalités IA pilotées par Gemini 3 avec notamment Auto Browse. Une navigation autonome qui inquiète les analystes sur la partie sécurité.

Petit à petit, Google étoffe Chrome de fonctionnalités IA pour améliorer et automatiser les workflow d'entreprise. Le fournisseur s'appuie sur l'assistant Gemini 3 pour cela. Ainsi, la barre latérale du navigateur s'enrichit des capacités multimodales par exemple de Nano Banana pour la génération d'images. Par ailleurs, il intègre plus étroitement Personnal Intelligence présenté au début de l'année pour accéder aux données personnelles de l'utilisateur au sein de Workspace, Photo, search,...
Mais la fonctionnalité phare est Auto Browse, capable de parcourir les sites web, collecter et traiter les informations, et ainsi supprimer la saisie manuelle et les clics répétitifs dans les workflows professionnels. L'initiative n'est pas sans rappeler celle d'OpenAI qui a lancé Operator en janvier dernier. Il se présente comme un agent capable d'effectuer des tâches automatisées de navigation web comme remplir des formulaires ou commander des articles. Google expérimente depuis plusieurs mois sur la navigation autonome à travers le projet Jarvis.

Une navigation plus autonome

Jusqu'ici, les assistants intégrés à Chrome se limitaient à fournir des informations ou à guider la navigation. Avec Auto Browse, l'IA peut désormais exécuter des séquences d'actions complexes à la place de l'utilisateur. Cette fonctionnalité donne la capacité de rechercher des vols ou des hôtels, de comparer plusieurs options sur différentes dates et de trier les résultats selon votre budget. Elle peut également remplir automatiquement des formulaires en ligne fastidieux ou gérer vos documents fiscaux, collecter des devis ou gérer les abonnements sans avoir à cliquer plus d'une fois, et identifier des objets sur une image, rechercher des produits similaires, les ajouter à votre panier et appliquer des codes promotionnels si nécessaire.

Une aide pour les métiers

Disponible aux États-Unis pour les abonnés AI Ultra et AI Pro à 20 $ HT/mois, Auto Browse est considéré par les analystes comme une couche de productivité légère, conçue pour simplifier le travail de connaissance et libérer les employés des tâches répétitives. Selon Abhisekh Satapathy, analyste principal chez Avasant, l'inclusion de fonctionnalités de supervision utilisateur est un point fort : Gemini demande une confirmation avant de réaliser certaines actions. De son côté, Pareekh Jain, analyste principal chez Pareekh Consulting, met en avant la simplicité de l'outil face à des workflows complexes. « Il peut gérer des processus multi-étapes, comme le remplissage de formulaires, l'extraction de reçus depuis des portails, l'agrégation de devis fournisseurs sur différents sites ou la mise à jour de CRM via des interfaces SaaS », précise-t-il. Pour lui, ces agents IA offrent des gains de productivité substantiels, en donnant aux équipes opérationnelles, par exemple en RH ou en finance, de créer des mini-automatisations sans dépendre d'un développeur, « On peut lui demander d'aller sur un portail fournisseur, de télécharger les factures de janvier et de les enregistrer dans un dossier Drive, sans attendre qu'un script soit écrit. » Libérés de ces tâches répétitives, les développeurs peuvent alors se concentrer sur des instructions plus stratégiques et orientées résultats, améliorant l'efficacité globale des workflows.

Pas sans risques

Malgré ces avantages, les analystes mettent en garde, l'outil n'est pas adapté à tous les workflows. Les systèmes d'entreprise incluent des couches d'authentification, des contrôles basés sur les rôles, des logiques conditionnelles et des interfaces personnalisées, autant de domaines où l'outil peut rencontrer des difficultés. Ainsi, Pareekh Jain souligne, « Il repose uniquement sur les interactions dans le navigateur, sans intégration profonde aux API ou aux systèmes internes, et il peut se montrer fragile sur des pages web dynamiques sujettes à des changements du DOM (Document Object Model). »
En pratique, un agent utilise le DOM pour naviguer sur une page, car il représente sa structure et offre la possibilité de localiser les éléments à cliquer. Mais sur des pages dynamiques, le DOM peut changer fréquemment, ce qui complique la tâche de l'IA. Au-delà de la fiabilité et de l'intégration, des risques de sécurité subsistent : gestion des sessions authentifiées, interaction avec des sites externes non fiables ou soumission involontaire d'informations sensibles. Abhisekh Satapathy ajoute, « Dans les environnements régulés, cela peut compliquer audits et contrôles de conformité.

La promesse de James-Webb nous permet de "voir l'invisible"

James-Webb a observé près de 800 000 galaxies et publié une carte de la matière noire la plus précise à ce jour. Les zones de concentration de matière invisible coïncident avec les regroupements d'étoiles et de planètes.
Diana Scognamiglio, astrophysicienne au Jet Propulsion Laboratory, a présenté cette semaine les données dans la revue Nature Astronomy et a décrit la précision des mesures obtenues par James-Webb.
Avant James-Webb, Hubble avait déjà identifié certains filaments de matière noire, mais les instruments du nouveau télescope ont capté des détails beaucoup plus fins et détecté des variations de densité supplémentaires dans le même secteur du ciel.
Chaque amas observé a été mesuré précisément pour distinguer les zones de haute et de faible densité, et les chercheurs ont utilisé ces données pour suivre la répartition de la matière noire à l'échelle des filaments et des regroupements de galaxies.
Pour Richard Massey, astrophysicien à l'université de Durham, la lumière des galaxies lointaines traversait les amas de matière noire et subissait des déviations comparables à celles produites par une lentille, de sorte à révéler la répartition des filaments et la densité locale de chaque concentration.
Pour que les astronomes de mesurer la répartition de la matière noire et son influence sur les objets visibles et ce, avec un niveau de détail inédit, James-Webb a capté la lumière de près de 800 000 galaxies pendant 250 heures d'observation.

Un nouvel outil pour explorer l'univers

Nathalie Nguyen-Quoc Ouellette, astrophysicienne à l'université de Montréal pense que « ces mesures donnent une vision inédite des densités locales et des filaments qui relient les amas de galaxies ». Elle a ajouté que ces observations permettent de mieux planifier les secteurs à étudier ensuite.
« En observant les filaments avec cette netteté, nous pouvons anticiper la cohésion des galaxies », a ajouté Richard Massey pour expliquer l'importance de la précision des instruments pour interpréter les structures cosmiques.
Même dans les zones moins denses, Nathalie Nguyen-Quoc Ouellette a remarqué que « nous voyons des concentrations de matière noire reliées à plusieurs regroupements » et donne ainsi aux astronomes de nouveaux points de repère pour comparer différentes régions du ciel.
Richard Massey a ensuite déclaré que «ces données offrent des repères pour modéliser la cohésion des galaxies et prévoir leurs interactions sur des centaines de milliers d'années-lumière ». Des mesures indispensables pour ajuster les modèles de formation galactique.
Lors de l'examen des filaments secondaires, Nathalie Nguyen-Quoc Ouellette a précisé que certaines galaxies subissent des influences gravitationnelles plus marquées. Ces variations servent à mesurer la rotation interne et à identifier les différences de densité, complétant l'analyse globale. Richard Massey a noté que l'ensemble des observations permet de croiser les données entre zones denses et moins denses.
De fait, les astronomes disposent d'une cartographie plus cohérente pour anticiper la formation des regroupements galactiques.

Cartographier l'invisible

Les chercheurs ont également étudié comment la gravité de la matière noire dévie la lumière des galaxies lointaines avant qu'elle n'atteigne James-Webb. Cette méthode permet de localiser les zones de forte densité et de les comparer avec la matière visible.
« Aux endroits où nous observons un regroupement de galaxies, nous voyons une quantité importante de matière noire » constate Richard Massey. La concordance avec les filaments de matière visible confirme une structure cohérente sur des centaines de milliers d'années-lumière.
Selon sa consoeur Nathalie Nguyen-Quoc Ouellette, « si un filament de matière normale relie deux regroupements, on observe également un filament de matière noire ». Pour elle, la matière invisible suit fidèlement la répartition de la matière visible, ce qui fournit de nouvelles perspectives pour la modélisation de l'Univers.
En appliquant cette méthodologie à différents secteurs du ciel, les équipes ont identifié des zones où la lumière traverse plusieurs amas de matière noire. Richard Massey note que « chaque passage modifie légèrement la trajectoire des rayons lumineux », et fournit donc des mesures de densité précises pour chaque région.
Ils se sont alors livrés au jeu des comparaisons entre les zones les plus denses avec les simulations informatiques pour l'une, qui a constaté que « les filaments relient systématiquement les regroupements » et ajouté que ces mesures fournissent des repères inédits pour planifier les prochaines observations.
Richard Massey a mis en parallèle quant à lui les différentes regroupements à grande échelle et déduit que « les filaments prolongent les zones de forte densité sur des centaines de milliers d'années-lumière ». Ses observations permettent de mieux anticiper la formation et la cohésion des galaxies.

LE BITCOIN S'EFFONDRE SOUS LES 80 000 $

Le début du bear market ?

Rien ne va plus en ce moment du côté du marché crypto. Le Bitcoin n'a eu de cesse de voir son cours reculer, au point de tomber à un plus bas depuis presque un an !
2025 avait été une année faste pour le Bitcoin, sous l'impulsion du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, l'homme politique s'étant affiché comme résolument pro-crypto. Mais si dans les derniers mois de l'année, on a vu l'or numérique atteindre son nouveau record, au-delà des 125 000 dollars, il n'a depuis plus cessé de baisser. Au point de vivre une semaine sanglante !

Le Bitcoin flirte avec la ligne des 75 000 dollars

Le Bitcoin n'est plus du tout au sommet. Cela fait maintenant une dizaine de jours qu'on le voit reculer, petit à petit, jusqu'au 29 janvier, moment à partir duquel la chute est devenue d'un coup plus verticale.
Une descente en mode tout schuss que l'on peut observer depuis plus de deux jours, et qui a vu le Bitcoin d'abord dégringoler des environs des 90 000 dollars vers les 80 000, pour ensuite aller encore plus bas depuis 24 heures, et s'effondrer, jusqu'à presque toucher la ligne des 75 000 dollars.

Une prise de profit des holdeurs ?

À l'heure où cet article est écrit, le cours du Bitcoin oscille autour des 78 000 dollars. Une chute qui, dans le très court terme, a sûrement un lien avec les secousses géopolitiques que la planète vit avec la tension très forte entre les États-Unis et l'Iran.
Mais les analystes observent aussi que des tendances plus structurelles se dessinent, comme celle d'une prise de profit des holdeurs de longue date, après une année 2025 exceptionnelle boostée par les ETF.
Au-delà de ces explications, on peut aussi noter que le Bitcoin semble aussi suivre le chemin habituel que l'on a pu observer à chaque cycle.
Quand on observe les cycles précédents, on peut observer que le monde des cryptos est en bear market deux ans après le halving. Et le dernier halving ayant eu lieu en avril 2024, l'hypothèse d'un bear market semble pouvoir aujourd'hui commencer à être discutée.

MODÈLES EN 2026

Voici les prochaines stars allemandes

Toujours à la pointe de l'innovation, les marques automobiles allemandes vont lancer plusieurs modèles cette année. Que ces autos viennent de chez Audi, BMW, Mercedes et Volkswagen, nombreux sont les modèles inédits. Bien sûr, ceux-ci sont souvent électriques, mais les voitures thermiques n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Modèles d'entrée de gamme ou modèles haut de gamme, qu'ils appartiennent à la catégorie des SUV ou celle des berlines, qu'ils affichent des performances exceptionnelles ou qu'ils soient tout simplement les plus polyvalents possibles, les nouveautés automobiles qui affichent le logo d'une marque allemande méritent notre attention. Les marques Audi, BMW, Mercedes, Opel, Porsche, Smart, Volkswagen ont toutes des projets en phase de finalisation, des modèles qui devraient arriver en concession cette année. Dans ce dossier, nous allons vous présenter ces nouvelles automobiles allemandes qui ont toutes les qualités requises pour devenir des stars dans les prochaines années.

La motorisation électrique gagne du terrain

Toutes ces nouveautés allemandes ne sont pas dotées d'une motorisation électrique, mais il est vrai que les modèles électriques sont majoritaires. Toutefois, les constructeurs allemands, dont l'image de marque tient beaucoup au fait qu'ils ont réussi à produire des moteurs performants, ne veulent pas lâcher la proie pour l'ombre, et veulent conserver le plus longtemps des véhicules thermiques dans leur catalogue. Et cela, malgré une norme Euro 7 qui entre en vigueur fin 2026 pour les nouveaux modèles et en 2027 pour toutes les voitures neuves. Une norme, Euro 7, qui devrait mettre au rebut certaines motorisations dont le coût des modifications, rendues nécessaires pour passer la norme, serait trop important. Mais l'Euro 7 ne va pas empêcher Volkswagen de continuer à produire et vendre l'actuelle Polo dotée de motorisations thermiques tandis que la marque de Wolfsburg investit parallèlement sur la nouvelle ID.Polo 100 % électrique. Même chose pour BMW qui lance cette année la BMW i3 électrique et va aussi restyler sa Série 3 pour lui permettre de poursuivre sa vie aux côtés de la nouvelle familiale électrique.

Conserver des modèles thermiques au cas où

Pour certaines marques, le passage à l'électrique peut être plus douloureux que pour d'autres. C'est le cas de la marque sportive Porsche dont le SUV Porsche Macan Electric a un peu de mal à faire oublier l'ancien Macan. C'est tellement handicapant pour la marque que celle-ci devrait changer son fusil d'épaule et préparerait, pour 2028, un nouveau Macan thermique. Mais cette année, pour Porsche ce sera le lancement des nouvelles Porsche 718 Boxster et Cayman qui se convertissent à l'électrique, tandis que les modèles thermiques vont rester encore au catalogue pendant un certain temps. Face à des ventes électriques qui ne décollent pas aussi vite que prévu, il devient évident que de nombreux modèles thermiques auront leur mot à dire pendant longtemps. D'autant plus que sur certains marchés, les modèles thermiques ne vont pas être abandonnés de sitôt. Ainsi Mercedes en proposant la Mercedes Classe S restylée, investit encore énormément dans la motorisation thermique et cette auto en est la preuve. Elle est à 50 % nouvelle, ce qui est rare pour un simple modèle restylé. Elle affiche de nombreux éléments modifiés, dont la grosse calandre lumineuse, l'énorme dalle Hyperscreen dans l'habitacle et la dernière version du logiciel MB.OS ainsi que le hardware du MBUX augmenté par l'intelligence artificielle. Et elle dispose toujours de six cylindres en ligne (essence et diesel) et de deux blocs hybrides rechargeables. Et ne se refusant rien, la Mercedes Classe S restylée adopte un nouveau V8 (M177-evo) de 537 ch !

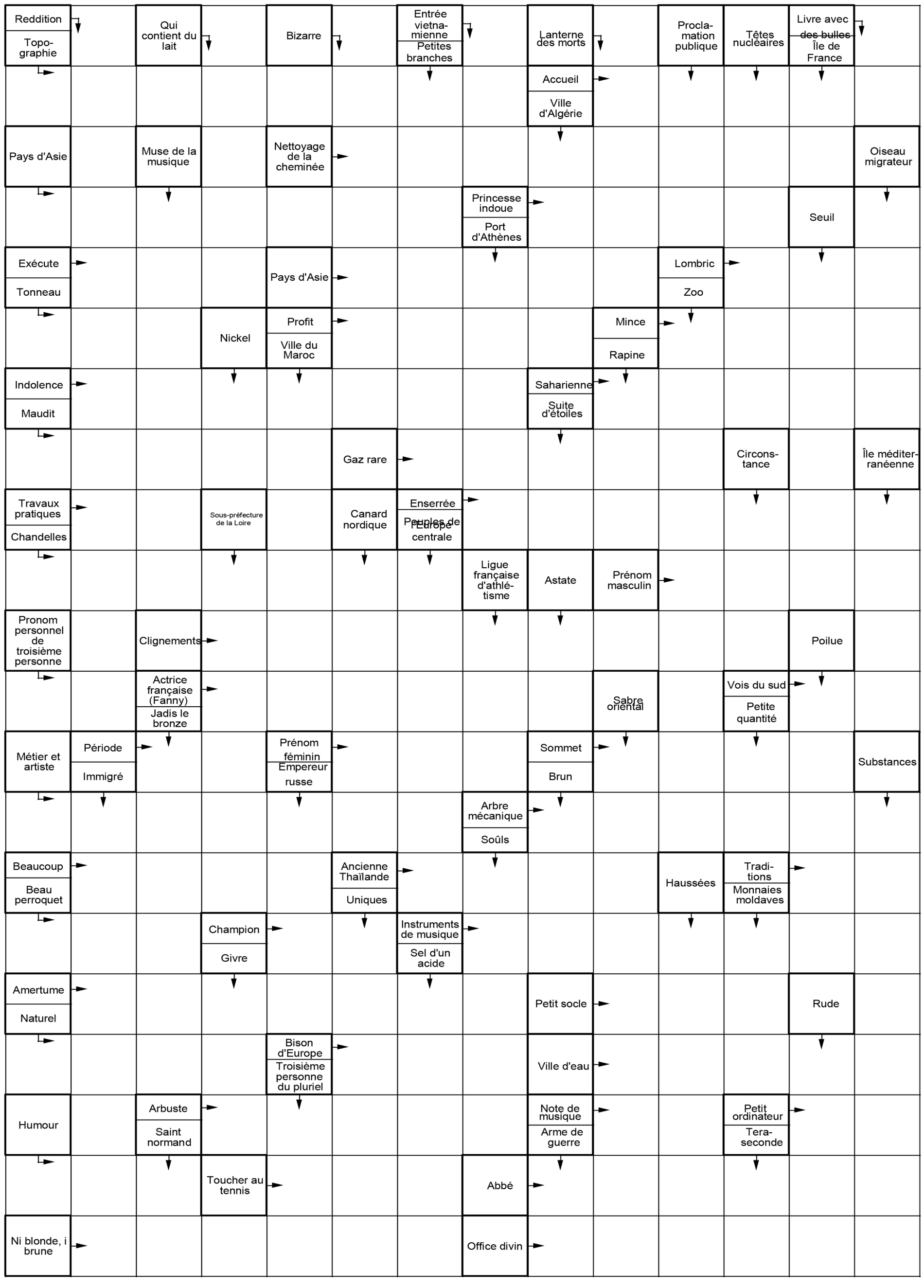
Opel est dans l'attente

Parmi les marques qui cherchent à se défaire, le plus vite possible, des motorisations thermiques, il y a Opel. La marque Opel a d'ailleurs présenté dernièrement le SUV Opel Mokka GSE au cœur électrique de 280 ch. Mais cet investissement électrique à un coût financier pour la marque au blitz qui, de plus, fait partie de la galaxie Stellantis et doit suivre les directives de la direction du groupe, ce qui fait que les projets Manta (un crossover électrique) et Insignia ont été, pour l'un retardé, pour l'autre abandonné. C'est parce qu'il est difficile de passer au tout électrique que la marque à l'éclair devrait se contenter du minimum en 2026, et c'est pourquoi seules les Astra restylées (thermiques et électriques) font le show en ce début d'année. Et en ce qui concerne la nouvelle génération d'Opel Corsa, un modèle d'importance pour le constructeur allemand, elle sera exclusivement électrique. Elle devrait arriver en 2028, alors que la future Peugeot E-208 qui lui prêtera sa base technique devrait être là en 2027.

Changement de « politique moteur » chez Audi

Pour Audi qui dispose déjà d'une large gamme de modèles électriques et qui comptait en 2032 être tout électrique, l'avenir sera… électrique, mais aussi thermique. Maintenant, que la marque s'est affranchie de cette idée « bizarre » de donner des chiffres pairs aux modèles électriques et des chiffres impairs aux modèles thermiques, les modèles thermiques et électriques vont poursuivre leur carrière ensemble quitte à ce qu'ils conservent la même appellation (restera la terminaison « e-tron » pour distinguer les versions électriques). Malgré tout, certains moteurs vont disparaître comme le superbe bloc cinq cylindres qui a fait tant pour l'image de marque du constructeur d'Ingolstadt. On savait déjà que la norme Euro 7 pourrait mettre à mal ce beau « moulin », mais en fait, il s'agirait d'une décision économique, car la demande n'est pas assez forte pour justifier des investissements nécessaires à la poursuite de la commercialisation. Un dernier modèle va s'équiper de ce moteur au souffle mélodieux, il s'agit d'une Audi RS3 un peu spéciale. Elle pourrait se nommer GT et pour l'instant elle se déplace camouflée. Ce sera sans doute une version spéciale avec de nombreuses pièces en carbone, de freins rehaussés d'étriers bleus qui sera vendue très cher. Quant au moteur, l'Audi RS3 affichant 400 ch on peut imaginer la motorisation de la RS3 GT affiche quelques chevaux supplémentaires.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 3 février 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à 66,23 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en baisse lundi, mettant fin à près d'une semaine de nette hausse, le marché voyant une atténuation des risques géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, chutait de 4,46% à 66,23 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, perdait 4,78% à 62,09 dollars. Dimanche, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a confirmé qu'il n'y aurait pas de changement de sa production en mars.

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE À CHLEF

Le SG du ministère de l'Intérieur s'enquiert de la prise en charge des préoccupations de la population

Le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, accompagné d'une importante délégation, s'est rendu dans la wilaya de Chlef pour s'enquérir de la prise en charge des préoccupations liées à l'approvisionnement en eau potable, indique lundi un communiqué du ministère.
"Chargé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, le Secrétaire général du ministère s'est rendu, dimanche 1er février, dans la wilaya de Chlef, accompagné d'une importante délégation comprenant le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, le Directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), ainsi que des cadres centraux et locaux, à leur tête le wali de Chlef, et ce, dans le cadre de la prise en charge des préoccupations de la population liées à l'approvisionnement en eau portable", précise le communiqué.
A cet effet, la délégation a visité la station de dessalement de l'eau de mer dans la commune de Ténès et la station de traitement des eaux du barrage Sidi Yakoub dans la commune d'Ouled Benabdelkader, a ajouté la même source.

EN RAISON DE LA RÉDUCTION DE L'AIDE INTERNATIONALE APPORTÉE

L'OMS a connu en 2025 l'une des «plus difficiles» périodes de son histoire

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a traversé l'an dernier l'une des "plus difficiles" périodes de son histoire en raison de la réduction de l'aide internationale apportée à l'organisation par plusieurs pays, a indiqué lundi son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus. L'année écoulée "a été indéniablement l'une des plus difficiles de l'histoire de l'organisation", a déclaré Ghebreyesus, à l'ouverture d'une réunion du Conseil exécutif de l'OMS à son siège à Genève (Suisse).
"Des coupes importantes dans notre financement ne nous ont pas laissé d'autre choix que de réduire la taille de nos effectifs", a-t-il dit.
La semaine dernière, il avait affirmé que l'OMS avait "réussi à réduire le nombre de cessations de service à 1.241", tandis que "1.162 membres du personnel ont quitté l'organisation ou partiront dans le cadre d'une retraite, d'un départ à la retraite anticipé et volontaire ou d'une retraite naturelle".
"Au cours des 12 derniers mois, nous avons traversé un processus douloureux, mais nécessaire de définition des priorités et de réalignement", avait-il indiqué.
Le premier responsable de l'OMS a affirmé lundi qu'il considère que ce processus est "en grande partie terminée". "Nous avons atteint une stabilité et nous allons de l'avant".
"Nous avons certes fait face à une crise importante au cours de l'année écoulée, mais nous l'avons aussi considérée comme une opportunité", a-t-il soutenu, jugeant que "c'est une occasion de parvenir à une OMS plus allégée qui se concentrera davantage sur sa mission".
Il a appelé les pays à continuer d'augmenter progressivement leurs cotisations, afin de réduire la dépendance de l'OMS aux contributions volontaires.
En mai 2025, les Etats membres ont donné leur feu vert à une deuxième augmentation de 20% des cotisations obligatoires. Mais cela ne suffit pas car l'OMS reste en grande majorité financée par des contributions volontaires des Etats.

Agence

ONU

L'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet candidate à la succession de Guterres

L'ancienne présidente chilienne, Michelle Bachelet, a été officiellement désignée par son pays comme candidate à la succession de, Antonio Guterres, dont le mandat en tant que secrétaire général des Nations unies arrive à terme à la fin de l'année.
"La candidature de la présidente Bachelet, qui a déjà été enregistrée auprès des Nations unies, sera présentée conjointement avec les pays frères du Brésil et du Mexique", a déclaré le président Boric lors d'une conférence de presse lundi au palais présidentiel de Santiago.
Michelle Bachelet, 73 ans, pédiatre de profession, est la seule femme à avoir accédé à la présidence du Chili (2006-2010 et 2014-2018). Elle a ensuite été nommée directrice exécutive d'ONU Femmes (2010-2013), puis haute commissaire des Nations unies aux droits de l'homme (2018-2022).
"Je suis très honorée d'être candidate au poste de secrétaire général non seulement du Chili, mais aussi du Brésil et du Mexique. Je remercie tous ceux qui soutiennent cette candidature et j'assume la lourde responsabilité que cela implique", a déclaré Mme Bachelet aux côtés de M. Boric. En 80 ans, aucune femme n'a occupé le poste le plus élevé de l'ONU et un seul représentant de l'Amérique latine a été désigné : le diplomate péruvien Javier Pérez de Cuéllar entre 1982 et 1991.
Selon une règle non-écrite mais qui n'a pas toujours été respectée, le secrétariat général est attribué à tour de rôle entre les grandes régions de la planète. Ce serait en théorie cette fois au tour de l'Amérique latine, avec la forte probabilité qu'une femme soit désignée.
La Costaricaine Rebeca Grynspan, secrétaire générale de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Alicia Barcena, secrétaire à l'Environnement du Mexique, Mia Mottley, Première ministre de la Barbade, et l'Argentin Rafael Grossi, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sont également en lice pour le poste.

UN DÉCRET EXÉCUTIF PUBLIÉ AU JO

Les modalités du bénéfice des personnes ayant des besoins spécifiques de la gratuité du transport ou de la réduction de ses tarifs fixées

Le décret exécutif fixant les modalités du bénéfice des personnes ayant des besoins spécifiques de la gratuité du transport ou de la réduction de ses tarifs, a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel (JO). Bénéficient de la gratuité du transport ou de la réduction de ses tarifs "les personnes ayant des besoins spécifiques titulaires de la carte de la personne ayant des besoins spécifiques, délivrée par les services de la direction de wilaya, chargée de l'action sociale", précise le décret portant n 26-80 du 25 Rajab 1447 correspondant au 14 janvier 2026.
Ladite carte doit être présentée au transporteur lors de tout contrôle, souligne l'article 3 du décret ajoutant que cette gratuité est valable dans les transports publics des personnes, urbain et suburbain.
L'article 4 stipule également que "les personnes ayant des besoins spécifiques dont le taux d'invalidité est fixé entre 80% et 100% bénéficient de la gratuité du transport terrestre des personnes routier, ferroviaire et du transport maritime, public intérieur", et "d'une réduction de 80% sur les tarifs de la classe économique des voyageurs, sur le transport aérien public intérieur" pour celles qui ont un taux d'invalidité égal à 100%, selon l'article 6.
L'article 5, quant à lui, précise que les personnes ayant un taux d'invalidité "égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% bénéficient d'une réduction de 80% des tarifs du transport terrestre des personnes routier, public intérieur, des tarifs de la seconde classe des voyageurs sur le transport ferroviaire et le transport maritime, public intérieur". Il est également mentionné que les accompagnateurs des personnes ayant des besoins spécifiques, titulaires de la carte de la personne ayant des besoins spécifiques, portant la mention "Besoin d'un accompagnateur" à raison d'un accompagnateur pour chaque personne, bénéficient des mêmes dispositions prévues par les articles 3 à 6.
Outre les réductions prévues par les dispositions du présent décret, ces personnes avec des besoins spécifiques bénéficient notamment, selon l'article 8, des réductions de type commercial consenties par les entreprises de transport. Le ministère de la solidarité nationale est chargé, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions du présent décret, de "conclure des contrats avec les opérateurs publics concernés par le transport des voyageurs conformément aux dispositions législatives et règlementaires en vigueur", précise l'article 9. Les montants dus aux transporteurs publics sont versés à ces derniers selon les procédures prévues par la législation et la réglementation en vigueur, précise-t-on.

Agence

MÉDÉA

Lancement du recensement hivernal des oiseaux migrateurs

Un recensement hivernal des oiseaux migrateurs a été lancé il y a quelques jours dans les zones humides de la wilaya de Médéa, a-t-on appris lundi auprès de la Conservation des forêts.
Cette opération, menée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des zones humides (2 février), porte sur le thème : "Zones humides et savoirs traditionnels : célébrer le patrimoine culturel", a fait savoir la responsable du service de protection de la faune et de la flore au sein de la Conservation des forêts, Khadidja Dehilis. Le recensement se déroule au niveau des barrages de Boughezoul, au sud de Médéa, et de "Ladrate", dans la commune de Sidi Naamane, ainsi que dans les retenues collinaires d'Oued Erroueb, dans la commune de Robeia, d'Oued-Ziane, à Zoubiria, de Cheraik, à Ksar-el-Boukhari, et de Kheng-Meloussa, dans la commune de Tlet-Douairs, a-t-elle détaillé.
Ce comptage, réalisé conjointement avec le Centre de cynégétique de Zeralda (CCZ), s'étalera sur plusieurs jours afin de répertorier les différentes espèces d'oiseaux d'eau qui transitent par ces plans d'eau, a-t-elle ajouté.
Mme Dehilis a indiqué que des habitants des régions ciblées par ce recensement sont associés pour la première fois à cette opération dans le but de les sensibiliser davantage à la préservation des zones humides et de la faune. Cette implication des citoyens permettra d'enregistrer les noms donnés par les habitants de ces régions aux oiseaux recensés sur place, afin de les inclure, plus tard, dans les fiches signalétiques propres à chaque espèce, a-t-elle expliqué.